

Rapport de stage

La mobilisation transnationale contre la corruption, pour l'accès à l'eau et la souveraineté alimentaire au Bangladesh



INT6800

Maitrise en études internationales

Directeur de stage : Dominique Caouette

Département d'études internationales

Le lundi 10 octobre 2016

Résumé

Ce rapport vient clore mon stage de fin d'études réalisé au Bangladesh, dans le cadre de la maîtrise en études internationales à l'Université de Montréal. Il se situe dans la continuité d'une recherche menée en deux étapes. D'abord, une étude de terrain, voulue par Inter Pares, une ONG canadienne, en collaboration avec une ONG locale, Nijera Kori, travaillant avec des paysans sans terre, qui se mobilisent pour la reconnaissance de leurs droits. La mission était de réaliser plusieurs études de cas ainsi que des vidéos, permettant de mettre en valeur l'action des deux organisations. Ceci a ensuite pu servir de base de données empirique pour la seconde étape : l'analyse théorique approfondie de phénomènes spécifiques rencontrés pendant le stage, liés à des problématiques mondiales majeures (droits de la femme, droits de l'homme, droit de la famille, accès à la terre et à l'eau, droit à l'éducation et aux soins, etc.).

Le rapport se présente en trois parties. Pour commencer, une partie descriptive, axée sur le stage en lui-même, mais également sur le Bangladesh et les deux organisations liées au projet, Inter Pares et Nijera Kori. Cette partie permet au lecteur de comprendre le contexte global, de visualiser les enjeux, d'entrevoir les tenants et les aboutissants. Puis, la deuxième partie se concentre sur une des études de cas réalisées au Bangladesh, sur les problèmes liés à l'accès à la rivière Bhadra. Elle offre un exemple concret du travail de terrain réalisé là-bas, introduit de manière empirique le sujet et délimite la problématique substantielle qui en découle, à laquelle la dernière partie, théorique, devra répondre. Ainsi, la troisième partie est une revue de la littérature qui apporte une réponse possible aux interrogations soulevées grâce à des outils scientifiques. Elle traite de mobilisation locale et transnationale, de corruption et milices privées, et d'accès à l'eau et de souveraineté alimentaire. Finalement, l'étude de cas corrobore l'analyse conceptuelle vérifiant ainsi de façon tangible les théories développées.

Sommaire

Introduction

Partie 1 : Analyse du Stage

Section 1.1 : L'organisation d'accueil : Nijera Kori

Section 1.2 : Les modalités du stage

Partie 2 : Analyse empirique

Section 2.1 : Une affaire de barrage

Section 2.2 : Etude de cas sur la division de Khulna

Partie 3 : Analyse théorique

Section 3.1 : Souveraineté alimentaire et accès à l'eau

Section 3.2 : Corruption et milices armées asiatiques

Section 3.3 : Organisation des réseaux transnationaux de plaidoyer

Conclusion

Liste des abréviations et acronymes

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain

BM : Banque Mondiale

BRAC : Bangladesh Rural Advancement Committee

CA : Conseil d'administration

CICR : Comité international de la croix rouge

CUSO : Canadian University Services Overseas

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

GRECO : Groupe d'États contre la corruption

IDH : Indice de développement humain

ONG : Organisation non-gouvernementale

OPST : Organisations de paysans sans terre

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement

PO : Program organizer

RA : Rapport annuel

TAN : Transnational advocacy network ou « réseaux transnationaux de plaidoyer ».

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNO : Upazila Nirbahi Officer

Remerciements

J'adresse mes remerciements à M. Dominique Caouette, professeur à l'Université de Montréal, pour ses précieux conseils, sa patience, et ses encouragements. En tant que Directeur de stage, il m'a soutenu tout au long de mon séjour au Bangladesh et m'a guidé dans mon travail final.

Je remercie également M. David Bruer, gestionnaire du programme au Bangladesh pour Inter Pares, pour sa coopération et son attention en toutes circonstances. Je souhaite témoigner aussi mes remerciements aux membres de Nijera Kori et ma gratitude aux paysans sans terre qui se sont mobilisés, pour leur collaboration et leur partage. Je remercie encore Inès Sanchez, étudiante à l'Université de Montréal et stagiaire chez Nijera Kori, pour le travail réalisé ensemble.

Je tiens enfin à remercier mon père ainsi que Mlle Morgane Roncolato pour leur soutien infaillible au projet, et leur aide pour la finalisation de mon travail.

Table des matières

Introduction.....	1
Partie 1 : Analyse du stage.....	6
Section 1.1 : Organisation d'accueil : Nijera Kori.....	6
A) Histoire de l'Organisation	6
B) Mandat : mission et objectifs	6
C) Fonctionnement et structure de l'organisation	7
Section 1.2 : Les modalités du stage	10
A) Responsabilité du stagiaire	10
B) Personnel côtoyé	11
C) Déroulement et progression	12
D) Compétences et connaissances	15
Partie 2 : Analyse empirique	17
Section 2.1 : Une affaire de barrage.....	17
Section 2.2 : Étude de cas sur la division de Khulna	20
Partie 3 : Analyse théorique.....	24
Section 3.1 : La souveraineté alimentaire et l'accès à l'eau	24
A) Les notions de sécurité et de souveraineté alimentaire	24
B) L'eau : source de vie et de tensions	25
C) De la garantie de l'accès à l'eau.....	27
Section 3.2 : Corruption et milices privées asiatiques.....	28
A) La corruption, problème mondial	28
B) Les « goons » ou milices privées d'Asie de l'Est	31
Section 3.3 : Organisation des Réseaux transnationaux de plaidoyer	33
A) Les procédés de diffusion transnationale	33
B) Le modèle du Boomerang	34
C) Le modèle de la spirale	35
D) Fonctionnement et influence des ONG sur les décisions des instances internationales	36
E) Les stratégies « outside-in » et « dual-target »	38
Conclusion	41
Pertinence	42
Bibliographie.....	43
Annexes.....	46
Etudes de cas.....	55

« Je ne veux pas prier d'être protégé des dangers, mais de pouvoir les affronter » – Rabindranath Tagore

Dans un contexte contemporain voyant le déclin de l'État-nation (Samy Cohen, 2005, p.409), l'idée d'une société civile transnationale capable de contrebalancer les principaux acteurs de la scène mondiale, bien que présentant de multiples asymétries en son sein, est rassurante en ce que les individus ont encore le pouvoir d'influencer les décisions qui les concernent. En effet, force est de constater l'influence grandissante que possèdent les ONG et les réseaux transnationaux de plaidoirie (« Transnational Advocacy Network » ou TAN), qui tendent à devenir des acteurs incontournables des négociations transnationales, ayant un impact tant à l'international qu'aux niveaux national ou local. Ainsi un TAN peut prendre des formes diverses, comme dans le cadre de mon stage où une ONG canadienne mandate des étudiants de l'Université de Montréal pour aller faire un stage dans une ONG locale au Bangladesh.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre d'un stage réalisé au Bangladesh, du 5 mars 2016 au 26 juin 2016, avec les ONG de développement Inter Pares, située au Canada, et Nijera Kori, localisée au Bangladesh, partenaire de la première. Il traitera de la façon dont les paysans sans terre du Bangladesh peuvent influencer sur les politiques gouvernementales de leur pays, en allant chercher un soutien transnational, alors que leur lutte serait ardue sinon du fait d'une corruption très forte de l'administration.

Ainsi, la question qui guide le rapport est la suivante : comment une ONG locale peut-elle influencer son gouvernement pour lutter contre la corruption et les systèmes mafieux afin qu'il assure le libre accès aux ressources naturelles du pays, notamment l'eau, permettant d'assurer la souveraineté alimentaire ?

La première hypothèse est que la société civile peut avoir une véritable influence sur des politiques gouvernementales ou internationales, à travers notamment la mobilisation et l'action collective, non seulement contre des projets de l'État mais aussi contre la corruption qui le parcourt. La seconde est que cette lutte contre la corruption peut, sous certaines conditions, permettre de rétablir l'accès à l'eau, condition sine qua non de la souveraineté alimentaire : Au Bangladesh l'eau étant à la fois un élément indispensable à la survie des paysans au travers de l'irrigation et la pêche, et un élément contre le lequel il faut lutter.

Le point de départ de cette étude est donc le stage réalisé au Bangladesh, ayant permis d'amasser des données primaires, lesquelles permettront de mener une analyse plus poussée de la littérature scientifique en matière de réseaux de plaidoyer, de corruption, d'accès aux ressources et de souveraineté alimentaire. Le rapport est alors organisé en deux temps. D'abord

dans une partie descriptive, il sera question des ONG Inter Pares et Nijera Kori, ainsi que des modalités du stage. Ensuite, une des études de cas réalisées de manière empirique pendant le stage et sera analysée à la lumière de modèles théoriques.

A) Présentation de l'organisation

Inter Pares est une organisation qui milite pour la justice sociale au Canada, collaborant avec un dense réseau d'organisations et de militants transnationaux et locaux, au Canada, en Asie, Afrique, Amérique Latine se basant sur la solidarité internationale en matière de développement plutôt que sur la charité. Ainsi, l'organisation articule ses actions autour de six axes majeurs : l'égalité des sexes, la paix et la démocratie, la justice économique, la santé, les migrations, et la souveraineté alimentaire, dans une vision du monde pacifié, juste et équitable (Inter Pares [en ligne]). En outre, l'organisation défend certaines valeurs qu'elle applique à toutes les échelles (internationale, nationale, locale) à savoir, la solidarité et l'égalité, notamment en appuyant le leadership des femmes, qui jouent un rôle central dans les sociétés tout en étant souvent marginalisées. De plus, l'ONG tend à mobiliser les populations pour qu'elles soient les acteurs du changement de leur propre destinée, encourage la participation actives des personnes et des collectivités pour qu'elles participent elles-mêmes à trouver des solutions aux problèmes qui les touchent, qui soient les plus adaptées au milieu, et les aide à occuper l'espace politique qui leur est dû. En effet, Inter Pares mise sur le développement durable afin d'assurer l'avenir des collectivités avec lesquelles elle travaille, tant pour qu'elles puissent être autosuffisantes, qu'elles soient à même d'agir de façon adéquate dans leur pays aux plans environnemental et social.

Dans un contexte de mondialisation où le modèle économique occidental néolibéral s'est généralisé (Jacques Généreux, 2010), le modèle agro-industriel de production alimentaire, y compris l'épineuse question des brevets sur le vivant, conduit inéluctablement à des changements climatiques profonds et nuit, voire tend à annihiler la diversité biologique (Public Eye [en ligne]). Ainsi, Inter Pares lutte pour l'abolition de tels privilèges, afin que les populations, durement touchées par ce système inégal, aient de nouveau accès à la souveraineté alimentaire, basée sur un système « *écologique, équitable et fondé sur le pouvoir décisionnel de la population* » (Inter Pares [en ligne]). Cette action se manifeste par le soutien d'organisations paysannes et le réseautage entre celles-ci afin d'accroître la portée de leurs revendications faces aux instances internationales (FAO, Banque Mondiale), ce dans l'optique de promouvoir l'agroécologie où une agriculture écologique met plus particulièrement le rôle des femmes et la biodiversité agricole en valeur (Jean-François Rousseau, 2009, p.91). Ainsi,

Inter Pares travaille en étroite collaboration avec des organismes et mouvements agricoles, en lutte pour la conservation et la multiplication des semences, les droits des paysans et notamment des femmes de communautés rurales. Inter Pares est présent en Asie, avec une action ciblée en Inde, aux Philippines, en Birmanie et au Bangladesh. L'organisation milite en faveur des droits sexuels et génésiques des femmes – c'est-à-dire les droits fondamentaux de la personne liés à sa capacité à prendre soi-même les décisions quant à sa sexualité et la reproduction. Elle lutte également en matière de souveraineté alimentaire, pour la défense des terres, pour l'autodétermination des groupes les plus marginalisés, pour la paix et la démocratie, contre certaines pratiques commerciales injustes et l'accroissement constant des inégalités, et enfin sur les questions liées à l'environnement. Au Bangladesh, un pays fortement rural où ces enjeux sont centraux pour la population, Inter Pares travaille en collaboration avec une ONG locale, Nijera Kori.

B) Mise en contexte

Le Bangladesh est un pays situé au nord-est du sous-continent indien, dans le golfe du Bengale, qui partage ses frontières avec l'Inde et la Birmanie. Lors de la partition du Raj Britannique en 1947 entre l'Inde, majoritairement Hindou, et le Pakistan, majoritairement musulman, le territoire de ce dernier est divisé en deux, le Pakistan Occidental et le Pakistan Oriental séparés par 1600km de territoire indien (Jean-Christophe Victor, 2013). Aussi, en 1971, la partie orientale du Pakistan fait sécession avec le soutien de l'URSS et de l'Inde, aux termes de la 2^{de} Guerre Indo-Pakistanaise, devenant ainsi la République du Bangladesh, avec pour capitale, Dhaka.

Si le taux de croissance du Bangladesh était de 6,6% en 2015 (Banque Mondiale [en ligne], 2016), dû notamment au dynamisme de sa consommation intérieure, il est cependant classé 142^{ème} rang mondial sur 188 pays, au niveau de son IDH (Rapport du PNUD, 2015, p.30), étant ainsi l'un des pays les plus pauvres du monde. En outre, selon les données de la Banque mondiale (2016), avec une population estimée officiellement à 161 millions d'habitants, pour un territoire de 144 000 km², c'est le pays le plus densément peuplé au monde (≈ 1118 hab/km²). La capitale, Dhaka, comptait en 2012 plus de 15 millions d'habitants, mais sa population, selon les estimations, va exploser d'ici à 2025, dépassant les 23 millions (Jean-Christophe Victor, 2013).

Par ailleurs, les plaines inondables englobent 80% du Bangladesh, et les trois fleuves Himalayens – le Gange, le Brahmapoutre, et le Maghna – forment le plus grand delta fluvial au

monde (Aubrey Bertram [en ligne]). L'eau est donc au centre de nombreuses problématiques dans le pays. En effet, la gestion de cette ressource n'est pas la même au Canada où la moyenne des précipitations maximales est de 55 mm alors qu'elle dépasse les 571 mm au Bangladesh (Banque Mondiale, 2016). Tandis que le pays enregistre déjà les premiers réfugiés climatiques au monde, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a évalué dans son rapport de 2007 que le réchauffement climatique et la fonte des glaciers himalayens causeront une montée des eaux d'environ un mètre d'ici la fin 2050, ce qui conduira à une réduction sensible du territoire terrestre (17%), et provoquera l'exode de millions de réfugiés climatiques (environ 25 millions de déplacés). Si le GIEC a émis depuis des rapports qui tendent à tempérer les affirmations du rapport de 2007, le dossier n'en reste pas moins de première importance. La gestion de sa population grandissante sur un territoire rétrécissant au fil des eaux sera sans doute le principal défi auquel devra face le Bangladesh à l'avenir, ainsi que la communauté internationale. D'autre part, le pays doit souvent faire face à des cyclones dévastateurs, l'érosion fluviale des terres agricoles provoquée par les moussons, a des conséquences catastrophiques dans l'économie d'un pays où 77% de la population est rurale, et dépend des terres agricoles. En outre, le déplacement des cours d'eau et l'érosion fluviale redessinent continuellement la géographie du Bangladesh et posent le problème de l'accaparement des terres par des hommes d'affaire, conduisant souvent à un appauvrissement des populations rurales démunies face à des acteurs beaucoup plus imposants et menaçants. Concernant les ressources énergétiques, la majorité de l'énergie hydroélectrique potentielle pouvant être tirée du Gange est accaparée par l'Inde, ce qui ne représentait au final que 5% de l'énergie électrique au Bangladesh en 2010 et 1,9% en 2013 (Perspective monde [en ligne], 2016). Ensuite, et bien qu'il soit relativement démunie en ressources minérales, dépourvu notamment en pétrole, le Bangladesh détient des réserves importantes de gaz naturel. Néanmoins, si le pays exploite une vingtaine de gisements dans la région de Sylhet, à l'est du territoire, et deux gisements off-shore, l'industrie énergétique du pays souffre d'un manque de capitaux, de techniciens et d'infrastructures (Jean-Christophe Victor, 2013).

Ainsi le développement du pays semble intrinsèquement lié à la mise en place d'une politique hydraulique globale, qui soit efficace dans un contexte inédit, l'eau étant à la fois son plus grand allié et son Némésis. Dans cette perspective, le travail d'Inter Pares au Bangladesh est principalement axé sur les questions de souveraineté alimentaire : agriculture, biodiversité, politiques alimentaires, sécurité alimentaire, droit des paysans, droit des femmes, corruption, terre et territoire.

Nijera Kori¹ est une organisation non-gouvernementale ayant pour mandat de travailler avec les paysans sans terre. En effet, la très forte densité de population a un impact énorme sur la propriété. Ainsi presque 89% de la population possèdent moins de 2,5 acres de terres, et 13% des paysans sont « sans terre » ; métayers, ils sont pauvres et marginalisés (Aubrey Bertram [en ligne]). L'ONG cherche à les aider à s'organiser et les conscientiser afin qu'ils soient aptes à se battre eux-mêmes pour les causes qu'ils estiment justes, et les droits qu'ils sont censés détenir.

Depuis 40 ans, Nijera Kori joue un rôle actif dans la modification des structures sociales dans les campagnes. L'organisation promeut la mobilisation sociale autonome des travailleurs ruraux en leur donnant un accès aux informations et la réflexion sur différents enjeux sociaux, économiques ou politiques dans le pays. Son but, est d'agir comme un facilitateur et un organisateur permettant d'augmenter la capacité des paysans sans terre à agir avec leurs propres moyens (Nijera Kori [en ligne]).

Afin de diffuser au maximum leur action à l'international, et aider à la diffusion de ses activités, Nijera Kori accueille depuis 2013 des stagiaires de l'Université de Montréal ainsi que ceux de *The Swallows*, une ONG Suédoise de développement travaillant en Inde et au Bangladesh. Ces stages de quatre mois permettent aux étudiants d'aller sur le terrain et rédiger des rapports à l'attention de leurs partenaires internationaux, qui à leur tour pourront agir sur le terrain ou faire pression sur le gouvernement.

Dans le cadre de mon stage, Rezanur Rahman Rose a agi à titre de superviseur principal de stage ; mais il était tout à fait possible de s'adresser à n'importe quel membre exécutif de l'organisation, tels que Khadidja Sultana, l'administratrice, ou encore Khushi Kabir, la coordinatrice de l'ONG.

¹ Du bengali : « We do it ourselves » en anglais, « Nous le faisons nous-même » en français.

Partie 1 : Analyse du stage

Section 1.1 : Organisation d'accueil : Nijera Kori

A) Histoire de l'Organisation

En 1974, le Bangladesh connaît une grande période de famine et de nombreux médecins internationaux y sont déployés pour y faire face. Dans ce contexte, une femme médecin nutritionniste crée une organisation de développement, Nijera Kori (Naila Kabeer, p. 1). Il s'agissait d'abord d'un secours d'urgence aux personnes touchées, souvent parmi les plus pauvres du pays : soins, nourriture, abris, voire aide financière. Après son départ, l'organisation ainsi créée est restée jusqu'en 1979, où d'anciens membres du CUSO (Canadian University Services Overseas), principalement des femmes, insatisfaits de la direction de leur organisation quant aux problèmes liés notamment au genre, l'ont rejoint et lui insufflent une nouvelle inspiration. Enfin, en 1980, de nombreux organisateurs du BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) quittent l'ONG pour rejoindre et grossir les rangs de Nijera Kori, qui devient alors une organisation à part entière, unique et pérenne au Bangladesh, dont la volonté principale est la responsabilisation et la conscientisation des populations pauvres et marginalisées du pays (Ibid.).

B) Mandat : mission et objectifs

Depuis 1980, Nijera Kori se consacre à la *conscientisation* des paysans sans terre, et à la construction d'organisations paysannes autonomes leur permettant de faire face avec plus de force aux contraintes économiques, politiques et sociales multiples qui les empêchent d'établir leurs droits sur les institutions qui dirigent leurs vies et leurs moyens de subsistance.

En 2016, et après 42 années d'existence, Nijera Kori travaille avec 1168 villages, 147 Unions (*communauté d'agglomérations*), 31 Upazila (*département*), et 14 districts au Bangladesh (Rapport annuel de Nijera Kori, mars 2015). Au total, l'organisation travaille avec 211 694 membres (117 579 femmes et 94 115 hommes) (Nijera Kori [en ligne]). Nijera Kori a su gagner une réputation à échelle nationale, comme étant une organisation à même de faire le lien entre problématiques locales et formulation de politiques nationales. Elle est aussi reconnue pour son action active dans la mobilisation de voix politiques locales, marginalisées, à même de dialoguer avec les décideurs au niveau central.

La mission que se donne Nijera Kori est de permettre aux paysans sans terre, tant les femmes que les hommes, de créer des organisations démocratiques indépendantes afin de relever par eux-mêmes les défis qui se dressent dans leurs propres sphères d'activité, et ce afin qu'ils puissent améliorer leurs conditions de vie et lui donner un sens, pour eux et leur communauté attenante, et établir leurs droits devant les institutions qui décident en dernier recours de l'affectation des ressources et des services pour les pauvres (Nijera Kori [en ligne])

Le but fondamental de Nijera Kori, son utopie même, est l'émergence d'une société libre de toute forme d'oppression et de privation par l'établissement des droits fondamentaux du peuple. Nijera Kori croit que la lutte pour transformer les structures sous-jacentes d'inégalité, d'injustice et d'exclusion, doit être conduite à différents niveaux, en partant de l'individu, puis en s'étendant aux niveaux régional et national. De plus, cette lutte doit englober des cadres divers, c'est-à-dire autant des processus de prise de décisions économiques, que sociaux ou politiques, dans lesquels les pauvres sont exclus de leurs droits de participation.

À terme, Nijera Kori souhaite sensibiliser et unir le monde rural pauvre, longtemps victime d'exploitation et d'exclusion sociale, et ainsi aider les paysans sans terre à exprimer leur avis et s'assurer que leurs voix soient entendues, tout en assurant leur implication dans les processus de prise de décisions dans les villages et au niveau des autorités locales qui affectent leur vie (Ibid.)

C) Fonctionnement et structure de l'organisation

Nijera Kori fonctionne grâce à l'appui de ses partenaires : Inter Pares, Brot für die Welt (Pain pour le monde), Christian Aid, ICCO, Manusher Jonni Foundation, The Swallows. En effet, certains acteurs de la société civile transnationale ont compris que pour changer les choses, il faut faire preuve de stratégies communes et solidaires. Ainsi, des ONG d'envergure internationale financent des ONG locales de développement partageant les mêmes valeurs et idéaux. Celles-ci ayant une meilleure connaissance du terrain et des enjeux locaux, elles sont les plus à même d'y apporter une solution durable, mais manquent souvent de moyens financiers et techniques pour y parvenir. Ce partenariat repose sur un lien de confiance mutuelle. Les ONG locales utilisent les fonds alloués pour fonctionner et rédigent en retour des rapports de leurs activités et des progrès réalisés à l'attention des ONG internationales.

La structure interne de Nijera Kori est décrite au chapitre 2.3 du livre *We don't do credit* de Naila Kabeer, et se retrouve dans l'organigramme de Nijera Kori (cf. annexe 1). S'agissant de son organisation interne, Nijera Kori possède un *Organe général de décision* de vingt-cinq membres chargé de la gouvernance globale et d'élire le Conseil d'administration (CA) tous les

deux ans. Le rôle du CA quant à lui est d'entériner la politique et les programmes décidés par les membres de l'Organisation, d'approuver le budget pour l'année à venir – comme exigé selon la législation gouvernementale, et de nommer le coordinateur, responsable de la coordination globale et l'administration des programmes.

Le coordinateur est le même depuis 1980, en la personne de Khushi Kabir. Elle apporte à Nijera Kori trente ans d'expertise dans la mobilisation sociale dans le Bangladesh rural, obtenue auprès du BRAC, une des plus grandes ONG de développement du monde, avec qui elle a travaillé au début des années 1970. En outre, elle est une des militantes féministes les plus connues du pays, et de fait, a un accès privilégié à un large éventail de forums (économiques, culturels, politiques ou médiatiques) qui sont autant de fenêtres d'expression et de visibilité pour Nijera Kori. Elle est le fer de lance de l'Organisation mais aussi son image aux niveaux international et national. Sa notoriété est un atout considérable pour l'ONG qui bénéficie alors de soutiens nombreux et indispensables à son bon fonctionnement. Elle est assistée d'un secrétariat qui travaille directement avec elle.

L'organe de décision principal pour l'Organisation est la Convention centrale – sorte d'assemblée plénière qui rassemble tous les membres du bureau central de Dhaka – se réunissant une année sur deux afin d'élire les membres du Conseil central, qui sera chargé de toutes les décisions opérationnelles pendant l'année de transition. Ainsi, tous les membres de Nijera Kori, qu'ils travaillent dans les campagnes ou au niveau central, participent au processus de décision, soit directement, soit au travers de leurs représentants au Conseil. Celui-ci est composé de 6 membres (3 organisateurs et 3 formateurs), élus par les membres de l'organisation pendant les assemblées plénières pour une durée de 2 ans.

La démocratie interne à Nijera Kori n'est pas seulement une question d'élections et de représentation mais s'entend au sens large et concerne plutôt toute la participation au processus de décision. Tout étant consigné par écrit (rapports périodiques, réunions...), les informations circulent d'une part verticalement – du centre vers les campagnes puis à nouveau vers le centre – mais également horizontalement à travers les différents niveaux. C'est la cellule de programme centrale qui est responsable de cet aspect organisationnel de traitement et de collation des informations, dirigée par Rezanur Rahman Rose. L'une de ses principales missions est la rédaction du Rapport annuel (RA), soumis à la Convention centrale ou au Conseil Central en alternance suivant les années. Ce rapport est une synthèse des informations provenant des sources internes et soutenues par des informations externes : rapports mensuels, semestriels et annuels des divisions, rapports des visites du Conseil central dans les campagnes,

retour d'expérience de la Convention centrale, articles concernant NK dans les journaux locaux et nationaux, rapport des réunions avec les partenaires de NK, rapports d'évaluation (cf. « Sommaire du Rapport Annuel 2015 », annexe 2).

A l'exception des coordinateur, administrateur et trésorier, tous les membres ayant des responsabilités dans le processus de décision dans l'ONG sont élus aux différents niveaux. L'organisation défendant les valeurs du féminisme, et bien que cela soit extrêmement rare dans le pays, il est prévu dans la convention qu'au cas où aucune femme n'aurait été élue à chaque échelon, un siège additionnel serait réservé à une femme. Par ailleurs, outre les postes exécutifs, la plupart des membres de Nijera Kori sont désignés en tant que « *program organizer* » (PO) ; ils s'occupent de la gestion des bureaux auxiliaires, du développement des plans d'actions, de la communication...etc. De plus, l'organisation emploie de nombreux étudiants et militants : elle a besoin de leurs compétences pour évoluer, et eux profitent de la plus-value que constitue un passage à Nijera Kori.

Le point de départ du travail de Nijera Kori est la formation de *samities* ou groupes de paysans au niveau des villages, de 16-30 membres, composés d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier élus (cf. « structure des groupes », annexe 3). Les groupes d'hommes et de femmes sont formés d'abord séparément avant qu'il y ait des groupes mixtes. Chaque PO est responsable d'une vingtaine de groupes. Ensuite, les groupes forment une fédération ayant un comité aux différents niveaux (village, zone, Union, Thana), qui communiquent régulièrement avec les bureaux auxiliaires de Nijera Kori. Ainsi, ils ont accès à toutes les formations et activités culturelles organisées par l'ONG. Celle-ci véhicule des idées progressistes telles que l'égalité des genres, la démocratie ; valorise la micro-épargne, la solidarité, l'unité ; encourage le métayage. Elle est particulièrement efficace quant à l'*empowerment* des femmes. Nijera Kori veut changer la société en profondeur : “*we want to create a different kind of person, and to be a different person, you need cultural change*” (Naila Kabeer, 2002, p.22). Ainsi, depuis leur création, les groupes ont mené des actions économiques, sociales et judiciaires, politiques, environnementales, et ont remporté de nombreuses victoires ; une des plus célèbres a sans doute été la lutte contre les lobbys internationaux des crevettes² (Naila Kabeer, 2002, p.35, Chapitre 3.4).

² La production industrielle de crevettes au Bangladesh a eu un impact environnemental et humain très négatif (destruction des milieux naturels, pollution, problèmes pour l'irrigation...). Les paysans sans terre ont d'abord manifesté au niveau local, et Nijera Kori a ensuite lancé une campagne nationale. La lutte s'est transnationalisée, au travers d'un dense réseau de paysans, avocats, chercheurs, et militants des pays du Nord et du Sud (Industrial Shrimp Action Network), supportés par des organisations Internationales (FAO, Banque mondiale). Sous la pression, le gouvernement du Bangladesh a fini par déclarer une zone libre de toute culture de crevette.

Le territoire du Bangladesh étant divisé en régions administratives à trois niveaux : Division, Upazila / Thana, et Union (Khan, Dr. Mohammad Ibrahim Thèse), il existe un bureau de Nijera Kori à chacun des échelons susmentionnés, qui sont subordonnés à l'échelon supérieur et coordonnent l'échelon inférieur. Ce système organisationnel est le même partout où Nijera Kori est présente (cf. « carte des aires de travail de Nijera Kori », annexe 4). Cela permet à Nijera Kori de couvrir quatre divisions dans le pays : Dhaka, Chittagong, Khulna et Rajshahi ; elles-mêmes étant subdivisées en 15 zones et 50 bureaux auxiliaires. Une équipe de direction au bureau central de Dhaka, composée du coordinateur, des organisateurs centraux, des formateurs centraux ainsi que du personnel divers de soutien, s'occupe de la coordination, l'administration et les formations. Ces trois volets sont ensuite décentralisés vers les quatre Division Parishad (« comités de Division »), eux-mêmes composés d'un président de division, d'organiseurs et formateurs, et d'un *anchal president* (« président de secteur »). Ils sont soutenus par des cellules de formation et des membres de l'équipe culturelle. Les activités de Nijera Kori dans chaque zone sont coordonnées par le président d'anchal en collaboration avec le PO en charge du bureau auxiliaire.

Ainsi, le Conseil central s'occupe du bon déroulement des formations proposées aux groupes de paysans sans terre à travers le pays. En outre, tous les bureaux auxiliaires lui rendent des comptes, sous forme de rapports, quant à leurs activités et la situation des groupes sur le terrain. Les membres du Conseil central à leur tour visitent régulièrement les bureaux pour connaître la situation générale et donner les directives.

Enfin, le Conseil exécutif central (Nirbahi Parishad), composé du Conseil central, des quatre présidents de Division, ainsi que du coordinateur, se réunit deux fois par an pour débattre des sujets importants et discuter des avancées faites par Nijera Kori dans les domaines qu'ils se sont fixés. Il est responsable de coordonner les décisions politiques prises par l'Organisation.

L'organisation interne du travail (cf. annexe 5) révèle que Nijera Kori peut être considérée comme étant une organisation extrêmement participative, qu'il s'agisse de son personnel ou des membres des groupes de paysans sans terre.

Section 1.2 : Les modalités du stage

A) Responsabilité du stagiaire

La mission principale du stage, proposée par Inter Pares, consistait en la rédaction d'études de cas permettant de mettre en avant les succès de l'organisation en faisant ressortir les efforts de Nijera Kori et des groupes de paysans sans terre, ainsi que les résultats évidents

qui en découlent. Ces études pouvaient mettre en avant une personnalité emblématique du mouvement et son groupe, ou alors un groupe entier, voire plusieurs groupes, sur des sujets aussi différents que le droit de la famille, droit des femmes, accès à l'eau, souveraineté alimentaire, etc. Certaines études de cas ont été accompagnées de clips vidéo, sous-titrés qui viennent appuyer le discours écrit, et visent à captiver davantage le public en général qu'un article scientifique. Leur réalisation a été faite principalement à partir d'interviews, ou d'enquêtes de terrain. Le substrat ainsi récolté sur le terrain allait devenir une source primaire de données : l'intermédiaire du rédacteur disparaît pour laisser place à un témoignage direct des paysans sans terre. Ces études de cas apparaîtront ensuite sur les sites internet d'Inter Pares et de Nijera Kori.

Le public visé par ces travaux est avant tout international, puisqu'ils donnent un aperçu de l'efficacité de ces organisations, et surtout de leur utilité en tant qu'acteurs de changement. En outre, ils offrent une visibilité accrue sur des événements réels et récents, ce qui encourage le financement et le soutien a posteriori des opérations de ces organisations.

Ainsi, quatre études de cas ont été réalisées, en français et en anglais, ainsi que plusieurs clips vidéo en langue originale – le bengali (et sous-titrés en anglais).

Pour le reste, il s'agissait surtout d'agir en tant que force de proposition pour Nijera Kori. C'était au stagiaire de faire preuve d'imagination afin de travailler sur ce qui aiderait au mieux l'ONG. Ainsi, il a été proposé de faire une traduction en français du site internet, ainsi que de rédiger les études de cas en anglais et en français, offrant alors un accès direct au public francophone mondial, ce qui a été accepté.

B) Personnel côtoyé

En tant que stagiaire, le superviseur principal était Rezanur Rahman Rose. C'est lui qui coordonne les équipes, les interprètes, les actions et les sujets. Avant toute chose, la discussion avec Rose était un des points fondamentaux du travail : elle permettait de délimiter le sujet, cibler les acteurs, prendre connaissance du contexte politique, économique et social de la zone d'où proviendrait l'étude de cas. En effet, Rose est le membre de Nijera Kori qui a la vision la plus globale de l'organisation, puisque la grande majorité des informations transitent par lui. De plus sa grande connaissance des problématiques rencontrées par les groupes, son expertise étant particulièrement développée à ce sujet, était d'une aide précieuse pour la contextualisation et la rédaction.

Cependant, il n'était pas le seul membre accessible, et la plupart du personnel de Nijera Kori pouvait être consulté afin de mener à bien les missions, ou avoir une meilleure connaissance de Dhaka, du pays et des gens qui y vivent. Ainsi, j'ai pu rencontrer Khushi Kabir, la coordinatrice, pour discuter des objectifs du stage et des raisons de ma présence au Bangladesh ; elle m'a dit que l'apport d'un regard neuf et des connaissances acquises auprès de l'Université de Montréal seraient un plus pour son organisation. Toutefois, son emploi du temps était extrêmement chargé, découlant directement des tâches inhérentes à sa fonction et de son combat en tant que militante féministe. J'ai donc pu la rencontrer à l'extérieur de NK lors d'ateliers de travail sur des questions diverses telles que la prostitution, la problématique des attaques à l'acide, ou celle des transsexuels.

J'ai également été fréquemment en contact avec l'administratrice, Khadidja Sultana, chargée des questions logistiques et de l'hébergement. Qu'il s'agisse des transports pour se rendre dans les campagnes, ou du logement et de la nourriture sur place, c'était elle qui s'occupait de tout cela.

J'ai aussi pu tisser des liens forts avec le trésorier Zaman et sa famille, avec qui j'étais régulièrement en lien pour l'aspect financier des transports ou du logement. De la même façon, j'étais en lien amicaux ou professionnels avec la plupart des étudiants et des PO de Nijera Kori, et notamment les deux interprètes qui ont travaillé avec moi, Munni Mree et Mahfuz Jewel. Enfin, j'ai fréquemment discuté avec les membres du Conseil central de la plupart des problématiques auxquelles j'essayais d'apporter une réponse. Enfin j'ai été en contact avec les membres des bureaux auxiliaires et centres de formations que j'ai visités, et qui m'ont été d'une aide précieuse dans mon travail.

C) Déroulement et progression

Les premières semaines ont été entièrement consacrées à l'adaptation et la compréhension du monde totalement nouveau qu'est le Bangladesh pour un Occidental. En effet, c'est un bouleversement. Nijera Kori souhaite que les stagiaires, avant de commencer réellement leur mission, prennent le temps de s'acclimater à la température – la chaleur tropicale étant une contrainte énorme sur la capacité de travail – d'appréhender le pays et sa culture, et enfin de comprendre l'organisation elle-même, ses enjeux et ses objectifs. Pour ce faire, j'ai eu accès à tous les rapports annuels de l'ONG et les articles scientifiques à son sujet. J'ai aussi pu discuter avec les PO, les exécutifs, les étudiants bengali. J'ai pu prendre le temps de m'habituer aux coutumes propres au Bangladesh mais aussi à l'organisation. Par exemple, à Nijera Kori, les repas sont pris tous ensemble et l'on déguste des plats traditionnels à la manière

du pays, c'est-à-dire avec la main droite. Ce vécu a ensuite servi de matériau à une analyse critique, sorte d'état des lieux de mon appréhension de Nijera Kori. Rose et Khushi ont ainsi pu constater que je m'adaptais bien à mon environnement, que je comprenais réellement cette ONG et qu'enfin j'en embrassais ses idéaux. Tout ce travail d'adaptation a permis de gagner beaucoup de temps pour la suite, et notamment lorsqu'une autre stagiaire de l'Université de Montréal, Inès Sanchez, m'a rejoint à Dhaka après deux mois de travail.

Ainsi, j'ai pu commencer à faire des voyages dans les campagnes, à la rencontre des groupes de paysans sans terre. Durant chacun des trois séjours effectués, la mission s'est globalement déroulée de la même façon :

Tout d'abord, il fallait délimiter le sujet de l'étude de cas. Cela impliquait de discuter avec les différents membres du personnel afin de déterminer quels succès récents avaient été remportés par des groupes de paysans sans terre. Je devais ensuite examiner avec Rose les enjeux et problématiques du sujet ; il me donnait des éléments supplémentaires de compréhension du contexte, voire des conseils, et requérait certains éléments essentiels (photos, questions précises...). Il s'occupait également de détacher un PO, qui agirait comme mon interprète bengali/anglais, en fonction du matériau de recherche, du type de travail (réalisation ou rédaction), et enfin du lieu où se déroulait l'étude de cas. Avant de partir, le sujet était soumis à l'approbation de Khushi et David Bruer, gestionnaire du programme pour Inter Pares. Le bureau central de Dhaka prévenait alors le bureau auxiliaire concerné de notre arrivée imminente ainsi que du but de notre présence, ce qui leur permettait d'organiser notre arrivée et de mobiliser les groupes.

Il s'agissait ensuite de préparer le voyage dans les campagnes dont la durée moyenne était d'une semaine environ. Pour cela, il fallait s'adresser à Khadidja Sultana, qui gère le support logistique. Il fallait ensuite s'armer de patience : peu importe la distance, les trajets sont toujours très longs au Bangladesh, et nécessitent une bonne journée de voyage. Parfois, il est nécessaire de s'arrêter dans le centre de formation de division avant de rejoindre le bureau auxiliaire de la zone reculée utile à l'étude de cas.

Là-bas, les accommodations étaient rudimentaires mais l'équipe, prévenante et très bien organisée. Le matin du premier jour voit la tenue d'une réunion avec les membres du bureau, l'interprète et moi-même. A Nijera Kori, chaque réunion commence par un chant engagé, le plus souvent féministe. Ensuite, nous exposons le projet en cours et les objectifs à courts termes, et ils nous proposent une liste de personnes qui selon eux seraient les plus pertinentes pour les

interviews. Parfois, un membre d'un groupe se déplaçait en personne au bureau, permettant d'établir un premier contact et de l'interviewer. Cette démarche représentait un gain de temps précieux puisque les déplacements sont souvent longs, et la plupart des groupes ne se réunissent qu'en fin de journée, la chaleur écrasante et les occupations de la journée ne permettant pas des réunions.

Les jours suivant sont consacrés aux rencontres avec différents groupes de la zone : il s'agit d'en apprendre davantage sur leur situation générale, leur mode de vie, leur culture, les difficultés qu'ils rencontrent, leurs combats, leurs victoires. Autrement dit, apprendre à se connaître. Ce ne sont pas des entretiens froids et rigoureusement professionnels ; il est impossible de procéder comme cela. Pour que la confiance s'installe, il faut d'abord ouvrir son cœur, chercher à les comprendre, à se mettre à leur place, à devenir leur ami. Ce n'est qu'après cela qu'ils délivreront leur message.

Chaque rencontre avec les groupes suit le même protocole. La réunion commence par un chant populaire engagé, traitant de féminisme, de lutte sociale ; puis chacun se présente sobrement, précise éventuellement sa position. Je me présente en dernier et j'évoque la raison de ma présence. Cette précision symbolique leur permet de comprendre que je ne suis pas venu les juger – n'étant pas simplement venu les étudier – mais pour travailler avec eux et les aider dans leur lutte. Ainsi, je devenais presque un membre du groupe, le prolongement de Nijera Kori. Je m'adresse à eux directement en anglais, et bien qu'ils ne me comprennent pas, ils peuvent sentir un lien de communication entre nous ; l'interprète traduit ensuite, et la discussion est lancée. Ceux qui veulent participer prennent la parole, les autres écoutent. La traduction se fait à la fin du laïus de l'intervenant, afin de ne pas interrompre le fil de sa pensée. A cet instant, le travail de traduction avec l'interprète est fondamental. Les langues possèdent toutes leurs codes, leurs propres schémas internes permettant la communication et sont fondamentalement liées à la culture et à un espace-temps donné. Finalement, nous nous disons au revoir en chantant, autour de gâteaux et de thé.

Chaque journée se termine par une brève réunion avec les membres du bureau pour un retour d'expérience : synthétiser ce qui a été dit, préciser une idée, peaufiner la traduction. A la fin de la semaine, une dernière réunion vient clore le voyage ; après avoir chanté, nous faisons le point sur la semaine, et je les remercie de leur accueil et de leur travail ; le PO transmet les messages du bureau central, et les membres du bureau auxiliaire lui donnent leur rapport. Après être rentré à Dhaka, la rédaction commence en collaboration avec l'interprète, et Rose : nous choisissons les photos et vidéos pertinentes, faisons les sous-titrages si nécessaires. Lorsque

la rédaction et la réalisation étaient achevées, je transmettais la version anglaise à David Bruer d'Inter Pares et la version française à Dominique Caouette, mon directeur de stage, pour vérification et révision du texte.

Le premier voyage, qui a eu lieu du 29 mars au 4 avril 2016 dans le district de Tangail (Division de Dhaka), concernait les rapports entre les paysans sans terre des environs de la ville de Madhupur, avec les propriétaires terriens et les compagnies agricoles de la zone. Ensuite, le deuxième voyage (21 au 28 mai 2016) a été effectué pour deux études de cas dans le district de Rangpur (Division de Rangpur). Il s'agissait d'une part de la lutte des communautés *adivasi*³ pour la reconnaissance de leurs droits, et d'autre part de la victoire d'une femme membre d'un groupe de paysans sans terre de Bahadurpur aux élections locales, – malgré la perte de son mari – Mariam Begum. Le dernier voyage (14 au 22 juin 2016) s'est déroulé dans l'upazila de Dumuria (Division de Khulna) ; il concernait la lutte des paysans sans terre contre le blocage des rivières.

Néanmoins, il faut préciser que le travail avec l'ONG n'a pas été des plus efficaces, car considérablement ralenti, pour plusieurs raisons. D'abord, des problèmes liés à l'appréhension de la mission : les membres de l'ONG n'ont pas toujours compris le but exact de notre présence, quand bien même ce sont eux qui ont fait une demande de stagiaires auprès d'Inter Pares. En outre, nous avons été considérés davantage comme des jeunes venant effectuer une immersion chez eux, plutôt que comme de véritables étudiants bientôt diplômés venus réaliser un travail scientifique et académique. Ainsi, c'est ce qui explique que les interprètes n'étaient pas des professionnels, que la rédaction de certains articles a pris énormément de temps du fait du manque de coopération, et que l'intérêt porté par les exécutifs à notre travail n'était que partiel. Nous avons dû nous débrouiller seul, et en cela, l'expérience a été réellement enrichissante. En revanche, Inter Pares s'est montré extrêmement attentionnée quant à notre travail et c'est avec l'ONG canadienne que le véritable travail a pu être fait.

D) Compétences et connaissances

Tout d'abord, il a fallu savoir faire preuve de flexibilité et d'imagination. En effet, de par sa nature, les problématiques rencontrées pendant le stage sont multiples. D'abord, il a fallu impérativement faire en sorte que le travail produit puisse répondre aux exigences de deux ONG, autrement dit cela suppose de travailler en accord avec David Bruer et Rose. Ensuite, les

³ Communautés adivasi : du sanskrit *adi* = « origine » et *vas* = « résider », et désignées comme « communautés tribales ».

capacités d'adaptation sont rudement mises à l'épreuve : en plus d'une chaleur éprouvante, limitant considérablement le travail possible chaque jour, il faut apprendre à s'accorder avec une culture et une conception du temps totalement différentes. Les gens ici vivent au rythme de la rivière et suivent son cours. Il faut s'habituer à leur immense générosité, et leur sollicitude : à cet égard, les frontières de l'intimes disparaissent au Bangladesh, tandis qu'une culture islamique rigoriste conduit à une distance très nette entre les hommes et les femmes. Dans ce contexte, certaines connaissances apprises pendant mon cursus à l'Université de Montréal m'ont été très utiles à la fois pour la vie quotidienne (grâce à des cours d'anthropologie ou sur l'Islam) et pour l'analyse lors des études de cas (droit, économie, sciences politiques...).

D'autre part, entrent en jeu les compétences linguistiques. Tout d'abord, la maîtrise de l'anglais était une condition *sine qua non* de ce stage. En effet, qu'il s'agisse des capacités rédactionnelles ou de communication, cette compétence est essentielle, non seulement pour mener à bien les missions intrinsèques au stage mais à la vie quotidienne. Il a donc fallu dans un premier temps, en accord avec David Bruer, améliorer mes qualités linguistiques pendant plusieurs semaines à Londres. Toutefois, si cette expérience a développé mes capacités de communication, c'est bien ce stage qui m'aura permis d'élargir mes compétences narratives et mes connaissances générales de la langue.

Malgré cela, le langage et les problèmes inhérents à la traduction constituaient un véritable défi quotidien. En effet, l'immense majorité des bangladais ne parlent que le bengali, et la plupart des autres s'expriment dans un anglais moyen ; seuls quelques-uns parlent dans un anglais courant. Ainsi, il fût nécessaire d'apprendre rapidement les bases du bengali, afin de pouvoir communiquer et évoluer dans cet univers, ce qui est un réel défi à réaliser en seulement quelques mois. Faute de quoi, il est presque impossible de travailler au Bangladesh. L'apprentissage du langage est donc sans surprise une des clés essentielles de réussite du stage. Par ailleurs, ce travail linguistique fut précieux, puisque le bengali est parlé par plus de 200 millions de personnes dans le monde, principalement localisées dans la région du Bengale.

Partie 2 : Analyse empirique

Pour comprendre l'action de Nijera Kori dans un pays où l'eau est à la fois source de vie et de mort, il est nécessaire de se pencher sur l'appropriation des cours d'eau qui menace la souveraineté alimentaire des paysans sans terre.

Section 2.1 : Une affaire de barrage

Au Bangladesh, l'ensemble des fleuves, rivières et cours d'eau est propriété de l'État, et seule l'administration peut décider de délivrer une autorisation pour la mise en place de systèmes d'irrigation, de drainage et de canaux. Cependant, cette voie légale est rare dans le pays, et la plupart des paysans, qui utilisent les ressources naturelles de la rivière depuis des générations, n'ont aucune idée de ce que peut être un titre légal leur octroyant un accès à l'eau, et n'en possèdent donc pas, ce qui est largement accepté dans la pratique. En outre, les rivières, essentielles à la survie des paysans, sont protégées par la loi du Bangladesh, qui interdit l'appropriation de l'eau dès qu'elle suit un cours – les étangs par exemple ne tombent pas sous le coup de la loi – comme les fleuves, rivières et ruisseaux.

La géographie unique du Bangladesh (niveau terrestre par rapport au niveau de la mer, débit fluvial) et les phénomènes climatiques auxquels il doit faire face (moussons, cyclones, montées des eaux), ainsi que sa densité de population impactent directement les Bangladais quant à leurs rapports à l'eau.

Ainsi, lors de la saison des pluies, les rivières débordant, de nombreux champs sont totalement inondés, ce qui rend très difficile la vie quotidienne et la cultivation. En outre, l'accès aux hôpitaux, écoles et autres infrastructures de base sont inaccessibles. Ainsi, les villages sont souvent coupés du monde, et isolés les uns des autres, ce qui crée alors des périodes de faim et augmente les cas de violences familiales, d'analphabétisme et un manque de soins médicaux (Aubrey Bertam [en ligne]).

Le gouvernement national reconnaît les problèmes liés à la condition des paysans sans terre et leur accès à l'eau, et tente de mettre en place des stratégies de réduction de la pauvreté grâce à l'aide de la Banque mondiale et d'autres agences internationales de développement. Malheureusement, les réformes législatives concernant à l'attribution de terres et les systèmes de titularisation au cours des deux dernières décennies ont échoué. Pire, la corruption qui parcourt l'administration continuent de favoriser les propriétaires terriens déjà riches, renforçant encore le problème d'accès à l'eau pour les paysans les plus pauvres.

Cependant, l'explosion des activités économiques liées aux ressources fluviales du pays durant les dernières décennies, a apporté son lot de problèmes tels que la pollution des eaux, la diminution des débits fluviaux, l'appropriation des affluents, et, comme toujours, la marginalisation des plus pauvres (Entretiens avec Rezanur Rahman Rose, mai 2016).

Par exemple, une poignée de riches propriétaires terriens a décidé de bloquer les rivières, dans les divisions de Chittagong et Khulna, afin d'en stopper le flux et permettre ainsi l'élevage intensif de poisson (aquaculture), dans le but de s'enrichir à titre personnel. En plus d'avoir un impact environnemental très négatif (réduction du nombre de poissons, prolifération de certaines algues...) cette pratique a des conséquences sur la dégradation des moyens de subsistance des paysans sans terre, qui survivent grâce à cette rivière. Ces agissements, illégaux en théorie, ne sont rendus possible que par une forte corruption de l'État. En effet, les propriétaires terriens qui s'adonnent à ce genre de pratique possèdent une influence énorme et ont des contacts politiques parmi les hauts placés ; ainsi ils obtiennent facilement certaines « autorisations » par voie de corruption. Ces personnalités influentes (acteurs politiques et économiques) utilisent leur réseau d'influence pour faire pression sur les administrations locales, corruptibles, afin d'obtenir illégalement un bail légal et occuper la rivière.

La formation de ces fermes d'aquaculture intensive, visibles partout au Bangladesh, met en danger la survie des autres citoyens, qui dépendent des ressources naturelles de leur pays (eau potable, pêche, irrigation). Les paysans qui jusqu'alors n'avaient que ce moyen de subsistance, se retrouvent alors sans plus aucune source de nourriture ou de revenus. Plusieurs tentèrent de détruire les barrages de force. Les propriétaires terriens ont alors envoyé leurs « goons », sorte de milice armée, qui avec le soutien des forces de police corrompues, ont intimidé, voire blessé, les paysans et leurs familles.

Qui sont les propriétaires ? L'exemple de l'un d'eux, qui se fera appeler Elias pour des raisons d'anonymat, permet d'en apprendre davantage. Il possède un bon nombre de barrages dans une région adjacente à la mer. C'est un haut fonctionnaire d'État, travaillant dans le cabinet du Ministre de l'agriculture, et ayant des connivences avec le ministre de la pêche, qui ferme les yeux sur ses pratiques frauduleuses, car la pose de barrage est théoriquement interdite. Cependant, en échange d'un pot-de-vin d'environ 1000€ par an et par barrage au gouvernement – qui en profite donc et tolère cette illégalité – Elias contourne l'interdiction (Entretiens avec Rose, mai 2016).

Le schéma d'organisation interne de l'opération est donc le suivant :

Elias, tout en haut, dans la capitale, prévoit de s'enrichir grâce à l'élevage de poisson. Il mandate alors des sortes de directeurs régionaux, souvent liés à l'administration publique, qui gèrent pour lui les barrages dans les régions. Ceux-ci emploient alors de petits paysans, qui travaillent pour eux à l'érection des barrages et à l'élevage des poissons, gagnant ainsi légèrement mieux leur vie qu'auparavant ; ceci devient l'assurance qu'ils défendront les intérêts du business sur place. Enfin, afin de s'assurer du bon fonctionnement des opérations, des milices armées, ou « goons » sont payées par les chefs régionaux pour intimider la majorité des paysans par la force des armes, bien souvent lorsqu'ils se retrouvent isolés et sans défense. Ces paysans se retrouvent alors privés de leurs ressources de production (terre et eau), tandis que la police corrompue ferme les yeux. Les rouages du système sont extrêmement bien huilés et il est très difficile de lutter ou résister à ce stratagème.

La rivière est un bien vital pour les paysans sans terre, qui leur assure d'une part le transport, et d'autre part la sécurité alimentaire. En effet, la rivière permet à la fois la pêche et l'agriculture, par l'irrigation. L'appropriation de cette ressource inestimable est donc catastrophique. Lorsqu'un jour, en désespoir de cause, les paysans sans terre se sont attaqués directement aux barricades de bambou et les ont détruites, des forces de police ont été envoyées par l'administration pour procéder à leur arrestation. Une action en justice a été intentée ; ironie de l'histoire, la corruption aidant et les paysans sans terre n'ayant pas autant de ressources, ceux-ci ont perdu le procès, ayant utilisé la force au lieu de la voie légale (Entretien avec Pobitra Sharkar, 15 juin 2016). Ce paradoxe participe à la démoralisation des populations marginalisées, qui se sentent ignorées et abandonnées par les administrations locales. Le libre accès à la rivière garantit la sécurisation de leur subsistance, c'est pourquoi il est important pour eux que l'utilisation des ressources de la rivière se fasse de façon traditionnelle. Ils se battent, gagnent parfois, mais rencontrent tout de même beaucoup de difficultés.

Nijera Kori a eu vent de ces agissements, et a approché les paysans sans terre de la région de Khulna au début des années 1990. L'ONG s'est investie dans la région et joue désormais un rôle actif dans la mobilisation des paysans sans terre contre ces pratiques déloyales. Comme toujours, Nijera Kori a commencé à les organiser en groupes, qui ont progressivement mené des actions pour la revendication de leurs droits fondamentaux. En effet, Nijera Kori croit en la théorie des « capacités », développée par Amartya Sen (Naila Kabeer, 2002, p. 4) ; autrement dit, conscientiser et responsabiliser les paysans sans terre pour leur permettre de s'émanciper et sortir de la marginalisation.

Section 2.2 : Étude de cas sur la division de Khulna

Une des études de cas réalisées lors du stage dans le Sud-Ouest du Bangladesh, portait sur cette question éminemment complexe. La division de Khulna est une zone dynamique, qui bénéficie d'une grande activité économique. La ville de Khulna est le siège administratif de la région et le troisième plus grand centre économique au Bangladesh, à proximité d'un des ports de mer les plus importants du pays, Mongla. La zone attire un grand nombre d'investisseurs et accueille de nombreuses entreprises. En outre, l'abondance d'eau douce et les nombreuses rivières qui coulent dans la zone ont amené l'économie à dépendre en grande partie d'activités liées à la pêche et l'aquaculture comme la culture de crevettes ou de poissons.

La rivière principale de la région est Bhadra, et l'un des bras de cette rivière, vingt et un kilomètre de débit fluvial sur les 193 km de la rivière, passe par Bhandarpara et Shahash, localisés dans l'Upazila de Dumuria (cf. carte, annexe 6). La pêche est une des sources principales de subsistance pour la population locale. En effet, dans vingt-deux villages dans cette zone, pêcheurs et paysans sans terre dépendent principalement de la rivière pour survivre, ainsi que pour le transport.

En violation des lois sur les rivières, cette partie de Bhadra a été illégalement occupée depuis longtemps pour la culture intensive de crevettes. Cet empiétement a eu pour conséquence la diminution progressive de son flux : une grande partie s'est asséchée, la transformant en petit cours d'eau. Les habitants lui ont alors donné le nom de Morabhadra, la « Bhadra morte ». L'occupation de la rivière a été faite par des personnalités locales influentes. Qu'ils soient hommes d'affaires, fonctionnaires ou politiciens, ils se sont faits passer pour des pêcheurs ; ils ont créé une société, et se sont faits inscrire au bureau coopératif comme la « Nolphona Matsyajibi Somobay Somiti⁴ ». Ils ont acquis avec succès, par voie de corruption, des papiers d'enregistrement, malgré l'illégalité de leur projet. En conséquence, ils ont pu corrompre des représentants du gouvernement pour changer des documents officiels, requalifiant le Morabhadra de rivière en plan d'eau, lequel est ouvert à l'appropriation.

Ainsi, en juillet 2014, ils ont pu garantir leur bail sur la rivière Morabhadra. La rivière a ainsi été progressivement métamorphosée en étang. La division de presque deux kilomètres de berge couvrant 9 villages en parcelles et l'élévation de filets, a transformé la Morabhadra en fermes aquifères (cf. photo annexe 7). Les habitants ont été privés de leur accès à la rivière,

⁴ Nolphona Fishermen Cooperative Society Ltd

quoique la pêche était une de leurs principales activités. Le gagne-pain d'environ 3,000 familles est alors devenu incertain. Elles ont été forcées de chercher des moyens de subsistance alternatifs ; beaucoup d'anciens pêcheurs sont devenus malgré eux conducteur de pousse-pousse (rickshaw) dans la ville Khulna. Traditionnellement, les femmes qui jusque-là puisaient l'eau douce de la rivière pour les usages du quotidien, doivent désormais aller la chercher beaucoup plus loin, ce qui participe à leur insécurité, due à la présence des « goons »⁵. En effet, il y a déjà eu beaucoup de cas rapportés de persécution de femme dans les zones où est pratiquée la culture de crevette. Les organisations de paysans sans terre (OPST) se sont mobilisées contre ces irrégularités : les avis des membres ont été pris en compte dans tous les villages, et une stratégie commune a été décidée. Un mémorandum en faveur du libre accès à la rivière, avec plus de deux cent signatures a été soumis à l'administrateur local pour l'annulation du bail fin juillet 2014.

Le 29 août 2014, lors de la visite de la Ministre de la pêche, presque cent paysans sans terre l'ont rencontré et ont exigé l'accès à la rivière Morabhadra (Entretien avec Rufikul Islam, 17 juin 2016). Celle-ci leur a donné l'assurance qu'elle prendrait toutes les mesures nécessaires. Cependant, malgré ces belles promesses, aucune action en ce sens n'a suivi. Les propriétaires de bail ont exercé leur influence en faisant pression sur l'administration locale et sur un haut fonctionnaire pour assurer qu'aucune action ne serait entreprise contre leur exploitation illégale. En réponse, les paysans sans terre ont trouvé un support public dans la localité pour annuler le bail. Le 12 septembre, les groupes ont organisé un partage d'avis lors d'un meeting ouvert avec la population locale, y compris des représentants localement élus et des professionnels. Un comité de 15 membres a alors été formé : « Le comité du mouvement pour l'ouverture du Morabhadra » (Entretien avec Rufikul Islam, 17 juin 2016). Les groupes ont continué à organiser des meetings, ainsi que des collectes de fonds pour appuyer leur demande. À un moment, dans chaque village, un sondage a été fait en faveur de l'annulation des baux. Finalement, le comité a rencontré le Ministre d'État le 18 septembre et exigé l'annulation du bail. Ils l'ont forcé à adopter une position publique sur cette question controversée. Devant ces percées, les propriétaires ont eu recours une fois encore à leurs « goons » pour intimider les paysans sans terre, et ont même employé entre 60 à 70 agents de sécurité veillant en permanence sur leurs barrages (Entretien avec Rufikul Islam, 17 juin 2016).

⁵ « Hommes de mains » en français, qui s'attaquent aux paysans sans terre lorsqu'ils sont isolés.

Le 23 septembre, l'Administrateur local a rencontré les groupes pour discuter de l'annulation des baux sur la Morabhadra. Il a assuré qu'avant le 27 septembre une décision officielle serait prise. Toutefois, devant l'incapacité de l'administration à respecter le délai convenu, les leaders des OPST ont cherché à rencontrer l'Upazila Nirbahi Officer (UNO) le 28 septembre. Dans le même temps, des activités culturelles ont été mises en place, afin de sensibiliser l'opinion publique à la cause (Entretien avec Baduseb Kundu, 17 juin 2016). A ce moment-là, près de 90% des habitants de la zone se sont exprimés en faveur de l'annulation du bail. Devant cette situation, l'UNO et le fonctionnaire de Dumuria sont venus au Bazar Noakati afin de renégocier avec les OPST (Entretien avec Rufikul Islam, 17 juin 2016). Ceux-ci ont exigé rapidement une décision finale. Enfin, le comité a décidé de mettre fin à l'occupation illicite de la Morabhadra. Le 19 octobre, sous la direction des OPST, les barrages ont été détruits et les filets retirés. La rivière est redevenue ouverte à tous. Les quelques 3000 personnes de la zone ont pu alors voir de grands changements dans leur vie, puisque l'accès à la rivière signifie la sécurité alimentaire, au travers de la pêche, l'accès à l'eau potable et l'irrigation.

Dès lors, leur situation générale s'est améliorée. Une moyenne d'environ 6.53 tonnes de poisson sont récoltées chaque année et vendues, et presque 2 100 familles sont à même de cultiver leur récoltes en irriguant grâce à l'eau de la rivière (Entretien avec Kasham, 17 juin 2016). Cela a contribué à assurer leur sécurité alimentaire. En conséquence, chaque famille, en plus de la récolte annuelle, gagne en moyenne 700 Taka pour la vente des poissons. De plus, les familles pouvant à nouveau puiser l'eau douce de la rivière, elles n'ont plus à voyager longtemps pour le faire. Leurs moyens de subsistance sont plus sécurisés, le transport s'est aussi amélioré et ils économisent du temps et de l'argent. Grâce à la mobilisation massive des paysans sans terre, quelques 3 000 familles pauvres ont eu l'assurance d'avoir un gagne-pain, ainsi qu'une meilleure sécurité alimentaire.

Cependant, le combat ne s'arrête pas là. D'autres tentatives d'appropriation de la rivière ont eu lieu, accompagnés d'autres intimidations. Par exemple, lors d'une manifestation des groupes à Rajapur le 14 juin 2016, un des leaders de village Ashraf Morol était présent. Après la manifestation, sa fille de 26 ans, Kulsum Begum, a été attaquée par des « goons ». Grièvement blessée, elle a été conduite à l'hôpital ; mais le personnel médical a catégoriquement refusé de la prendre en charge, sur ordre d'agents corrompus de l'État, parties prenantes au business (Entretien avec Fatima, 16 juin 2016). Encore, avec l'aide de Nijera Kori et de ses partenaires, après de multiples tentatives des OPST – des actions en justice, des pétitions, des mémorandums, des meetings et des manifestations – le gouvernement a

finallement entendu leur voix et fait abattre à nouveau les barrages. Le fait est que l'action de Nijera Kori et des OPST fonctionne remarquablement, mais qu'aucune des décisions politiques jusqu'à présent, n'a mis fin de manière définitive au problème, qui dure depuis 26 ans. En outre, d'autres problèmes guettent la rivière Bhadra, comme la montée du niveau de la mer et la pollution, qui pourraient détruire l'écosystème fragile de toute la région.

Partie 3 : Analyse théorique

Quelles sont les options possibles pour les paysans sans terres du Bangladesh d'obtenir de leur gouvernement qu'il fasse respecter leurs droits fondamentaux ? Comment peuvent-ils avec l'aide de Nijera Kori, influencer, voire faire pression sur les décideurs politiques et les fonctionnaires pour qu'ils ne soient pas tentés de poursuivre la voie de la corruption ? Quels sont les outils à leur disposition qui leur permettraient d'accomplir de telles actions en passant par des acteurs transnationaux mués par les mêmes valeurs, qui leur permettraient de rétablir leur souveraineté alimentaire notamment en assurant l'accès à l'eau ?

Pour comprendre les enjeux et les défis autour de l'accès à l'eau au Bangladesh, il s'agira d'analyser les concepts de sécurité et souveraineté alimentaire, dont l'accès à l'eau est une variable fondamentale (Section 3.1), puis d'étudier le fonctionnement de la corruption et des « goons » (Section 3.2), et enfin de développer sur les mécanismes transnationaux qui permettent à une ONG locale d'influencer le gouvernement (Section 3.3).

Section 3.1 : La souveraineté alimentaire et l'accès à l'eau

Dans un premier temps, il est pertinent de se pencher sur la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire qui en découle (A), puis de l'eau comme source à la fois de vie et de tensions (B), et enfin des pistes de solution pour en garantir l'accès (C).

A) Les notions de sécurité et de souveraineté alimentaire

Dès 1976, le droit à l'alimentation est intégré à l'agenda international des Nations Unies. Apparaît alors progressivement le concept de souveraineté alimentaire, qui est d'abord pensé comme une alternative globale à la libéralisation de l'agriculture engendrée par le Cycle de l'Uruguay (1986), afin de préserver la sécurité alimentaire des populations (Catherine Laroche Dupraz et Angèle Postolle, 2010). En effet, c'est lors du Sommet mondial sur l'alimentation (1996), présidé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), que la sécurité alimentaire fût définie comme existant « *lorsque tous les êtres tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active* ». Cela renvoie donc à des problèmes d'ordre non seulement quantitatif mais également qualitatif (Bruegel et Stanziani, 2004). Pour sa part, le concept de souveraineté alimentaire, également introduit durant le Sommet par le mouvement paysan international Via Campesina, est défini comme « *le droit des populations, de leurs pays*

ou unions, à définir leur politique agricole et alimentaire, sans-dumping vis-à-vis des pays tiers » (Marie Hrabanski, 2011). En permettant aux États de définir leur propre politique alimentaire en fonction des spécificités locales, et de protéger leur agriculture du marché international, ce concept devient dès lors le garant de la sécurité alimentaire (Amadou Makhourédia Diop, 2011, p.14).

Ainsi, la souveraineté alimentaire s'adresse non seulement aux États mais aussi aux populations, puisqu'elle suppose de leur part une réelle participation quant à l'élaboration des choix de politique agricole, et la mise en place de systèmes locaux de production concertés entre producteurs et consommateurs, notamment au travers la promotion de l'agriculture paysanne, toujours dans l'idée d'un développement durable, et de la lutte contre le brevetage des semences qui détruit la biodiversité agricole (Vandana Shiva, 2008, chapitre 7).

Selon Jean Ziegler, « *la faim étant faite de mains d'hommes, elle peut être vaincue par les hommes* » (Jean Ziegler, 2011, p.20). Aujourd'hui, de plus en plus de syndicats paysans transnationaux, de ligues de cultivateurs et d'éleveurs se forment dans les pays du Sud, tandis que des ONG occidentales se mettent en mouvement, dans la lutte pour la souveraineté alimentaire (Jean-Ziegler, 2011, p.20). Ainsi, les ONG et les réseaux transnationaux de plaidoirie sont d'une aide inestimable pour appuyer les revendications de ces populations constituées en groupes de militants, puisqu'ils créent les structures de communication et de mobilisation nécessaires aux organisations et aux individus partageant des objectifs communs.

Au Bangladesh, l'agriculture étant étroitement liée à l'irrigation, celle-ci devient une condition sine qua none de la souveraineté alimentaire. Ainsi, au sein des discussions sur la souveraineté alimentaire, les enjeux liés à l'eau, son accès et son utilisation, sont centraux.

B) L'eau : source de vie et de tensions

Les problèmes liés à l'accès à l'eau douce ont des conséquences géopolitiques d'échelle planétaire, et une solution politique et juridique peut être apportée. En effet, l'on se dirige vers une pénurie mondiale de cette ressource, l'eau douce ne représentant que 3% de la totalité des eaux terrestres, inégalement répartie sur la surface du globe, et souvent inaccessible, soit parce qu'elle est sous forme de glacier, soit parce qu'elle se situe en profondeur (Berg, Raven et Hassenzahl, 2009, p.327). De nombreuses pistes de solution ont été soulevées, telles que le processus de désalinisation de l'eau de mer. Mais ces procédés coûtent souvent chers, et de véritables lobbies de l'eau potable bloquent les avancées pour une démocratisation (Marc Laimé [en ligne], 2015). Ainsi, les tensions liées à l'eau sont présentes partout (cf. « carte sur les

tensions liées à l'eau », annexe 8) : qu'il s'agisse de l'Euphrate et du Tigre, du Colorado, du Nil, du Gange, ou du Mékong (René-Eric Dagorn, [en ligne], 2016). En effet, si la majorité des volumes du Gange et du Brahmapoutre se situent en Inde, leurs deltas se situant au Bangladesh, le pays est dépendant de la politique hydraulique de son voisin. De même, le débit du Colorado, une fois qu'il a été capté aux États-Unis pour alimenter Los Angeles, San Diego ou Las Vegas, représente moins de 7% du débit de départ lorsqu'il traverse la frontière mexicaine (Ibid.). Dans cette même optique, le Jourdain, une fois détourné en Israël ne peut plus alimenter la mer morte située en Jordanie, ce qui est en train de provoquer une catastrophe naturelle sans précédent (Ibid.).

Par ailleurs, garantir l'accès à l'eau ne signifie rien sans la condition sine qua none de sa pureté. En effet, la pollution des cours d'eau est un danger pour la santé humaine, celle des écosystèmes qui en dépendent, ainsi que pour l'agriculture. Aujourd'hui, les groupes industriels, jettent leurs déchets dans les fleuves et les océans, la pollution des eaux augmentant sans aucune réglementation en la matière.

La rivière Buriganga qui traverse Dhaka est la principale source d'eau douce de la ville et illustre bien le problème de la pollution des cours d'eau au Bangladesh. Le rapport de Human Rights Watch de 2012 sur le Bangladesh dénonce la pollution de cette rivière. Ainsi ce ne sont pas moins de 21 600 mètres cubes d'eau usées industrielles non traitées qui y sont déversées chaque jour et contaminent la rivière où l'on retrouve : « limon, sulfure d'hydrogène, sulfate de chrome, acide sulfurique, acide formique, décolorants, teintures, huiles et de nombreux métaux lourds utilisés dans les tanneries »⁶ (Human rights watch, 2012, p.23). La pollution de la rivière est une catastrophe dans une mégapole ayant une densité de 43 797 habitants au kilomètre carré et elle vient s'ajouter à « une urbanisation et une industrialisation incontrôlées, et une pollution de l'air extrêmement élevée » (Courrier international, 2011). Traditionnellement, les habitants de Dhaka utilisent l'eau de la rivière Buriganga pour se laver, laver leurs vêtements, cuisiner et boire ce qui favorise la propagation des maladies. Les poissons se font de plus en plus rares du fait du manque d'oxygène. Le manque de fermeté de la législation et la corruption qui criblent l'administration n'empêchent pas les puissants industriels de s'enrichir au détriment de l'environnement et du rétrécissement du lit de la rivière (Courrier international, 2011). « Cette rivière de 41 kilomètres de long nous a donné l'espoir et les rêves de bâtir une nouvelle ville. Jadis, Dacca voyait le Buriganga comme une bénédiction. Mais, aujourd'hui, la ville est

⁶ En anglais dans le texte, traduction par Abel Cazenave: "lime, hydrogen sulfide, chromium sulfate, sulfuric acid, formic acid, bleach, dyes, oils, and numerous heavy metals used in the processing of hides".

en train de tuer le Buriganga. Nous allons détruire notre fantastique rivière, notre rêve » (Rasel Chowdhury, Courrier international, 2011).

La situation de la rivière Buriganga, loin d'être un épiphénomène, est représentative de la situation de l'ensemble des cours d'eau au Bangladesh. Ainsi, garantir l'accès à de l'eau saine, c'est garantir la souveraineté alimentaire dans le pays, notamment par l'agriculture et la pêche vivrières, qui toutes deux nécessitent une eau saine.

C) De la garantie de l'accès à l'eau

Certains pensent que l'eau est un bien, une marchandise comme une autre, régie par le marché néo-libéral. A l'inverse, de nombreuses ONG ainsi que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), défendent l'idée d'un « bien commun », qui soit au centre « d'une réflexion et d'une gestion différente, non marchande, articulant les organismes publics et privés dans des cadres nationaux, régionaux, multilatéraux et, à l'échelle mondiale, dans le cadre normatif de l'ONU ou d'une institution spécialisée ad hoc par exemple » (René-Eric Dagorn, [en ligne], 2016).

Lors du Forum mondial de l'eau organisé à Istanbul en mars 2009, le coordinateur du rapport final Olcay Ünver faisait un appel aux gouvernements :

Les ressources consacrées à l'eau sont minuscules comparées aux sommes investies dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ou la crise financière (...). L'eau devrait être au cœur des politiques agricoles, énergétiques, de santé, d'infrastructures d'éducation (...). Les gestionnaires de l'eau sont convaincus, mais ce ne sont pas eux qui prennent les décisions. C'est aux chefs d'État et de gouvernement de s'emparer du sujet (René-Eric Dagorn, [en ligne], 2016.).

La protection des biens publics mondiaux, tels que la biodiversité, le climat, ou la qualité de l'air, nécessitent une transposition d'un outil juridique dans un cadre national au niveau du droit international. Leur existence est généralement admise comme nécessaire, mais leur gestion suscite de nombreux débats et exige le déploiement d'une coopération internationale, voire d'une gouvernance mondiale, en partenariat avec la société civile. La consécration de l'eau potable et des fleuves et rivières comme bien public mondial serait un moyen alors d'interférer juridiquement avec la souveraineté territoriale des États quant aux ressources mondiales d'eau potable, limitées. Un tel processus serait en adéquation avec la mission principale de l'ONU étant le maintien la paix et la sécurité internationales, ce que les problèmes liés à l'accès à cette ressource essentielle à la vie contrarient.

Face à la protection des ressources hydriques, la société civile internationale a un grand rôle à jouer à l'avenir quant à la problématique de l'accès à l'eau potable. Est-il acceptable que l'eau soit traitée de la même façon que n'importe quelle ressource naturelle dont un État ou des groupes financiers et économiques peuvent disposer à volonté, dans la mesure où cette ressource est vitale pour les êtres vivants ? Les différents acteurs peuvent-ils apporter une solution efficace de manière isolée ou le problème doit-il être géré par une gouvernance globale ? Des projets tels que le projet *Disputed Waters*, initié par un collectif de journalistes, visant à couvrir les grands fleuves du monde et les conflits qu'ils occasionnent, depuis le Mékong jusqu'au Colorado en passant par le Nil, le Gange, le Jourdain et même le Rhin et le Danube, sont peut-être à même d'infléchir et de faire réfléchir les acteurs les plus puissants vers le bien-être commun.

Enfin, pourquoi l'eau ne pourrait-elle être considérée comme un bien public mondial, dans la mesure où le cycle de l'eau l'amène à voyager au gré des nuages et des vents aux quatre coins du monde ? Cette préoccupation est encore plus vraie dans le contexte de mondialisation. En effet, l'eau du Gange par exemple, polluée au Tibet par la Chine, puis par l'Inde, arrive déjà nocive au Bangladesh, dont les industries poursuivront l'inexorable pollution. Ainsi le destin des populations des trois pays est lié. Par ailleurs, à cause du marché global, un riz cultivé au Bangladesh grâce à de l'eau polluée peut se retrouver sur les marchés de l'Europe ; des processus inverses sont à l'œuvre. Ainsi, c'est toute la société civile qui est concernée par ce phénomène et la mobilisation se doit d'être plus forte que jamais.

Section 3.2 : Corruption et milices privées asiatiques

Les problèmes de souveraineté alimentaire des paysans sans terre dépendant de la rivière Bhadra sont étroitement liés à la corruption qui parcourt l'administration du Bangladesh, et à l'utilisation des « goons » par les propriétaires terriens qui terrorisent les habitants et bloquent l'accès à la rivière. Ainsi, dans cette partie, il sera d'abord traité de la corruption (I) puis des milices privées en Asie (II).

A) La corruption, problème mondial

La corruption touche la grande majorité des États à différents niveaux. « [C'est] un mal insidieux dont les effets sont aussi multiples que délétères. Elle sape la démocratie et l'état de droit, entraîne des violations des droits de l'homme, fausse le jeu des marchés, nuit à la qualité de la vie et crée un terrain propice à la criminalité organisée, au terrorisme et à d'autres phénomènes qui menacent l'humanité » (Nations Unies, 2004). De nombreux acteurs luttent

contre la corruption, qu'il s'agisse d'États, comme les Groupe d'États contre la corruption (GRECO), d'institution internationales telles que la Banque Mondiale, ou encore d'ONG comme Transparency International.

La corruption possède de nombreuses définitions. D'après Transparency International c'est « un abus de pouvoir reçu en délégation à des fins privées » ([en ligne]). Bien que la corruption puisse exister dans les domaines privés autant que publics, la corruption qui impacte le secteur public est considérablement plus nocive, ayant un impact sur la société et l'économie toutes entières. Dans cette optique, la Banque Mondiale retient dans son rapport de 1997 que la corruption est « le fait d'utiliser sa position de responsable d'un service public pour son bénéfice personnel » (Behzad Mashali, 2012, p.828). En outre, elle y établit la liste des différents aspects de la corruption : pot-de-vin, fraude, extorsion, népotisme, détournement de fonds.

Selon Klitgaard (1988, p.75) : Corruption = Monopole + Discrétion – Responsabilité ; autrement dit, la corruption n'est rendue possible d'abord que grâce à un monopole d'État (ou de sociétés privées) couplé à un pouvoir discrétionnaire, allant de pair avec l'absence de responsabilité directe. Dans tous les cas, pour que la corruption soit possible, il faut qu'il y ait un *acheteur* et un *vendeur* (Behzad Mashali, 2012, p.829)

Enfin, la Convention des Nations Unies contre la corruption (2004) dresse la liste des formes que revêt la corruption : corruption d'agents publics nationaux et internationaux (articles 15 et 16), corruption dans le secteur privé (article 21), extorsion (article 17), trafic d'influence (article 18), abus de fonction (article 19), obstruction à la justice (article 25), etc. Cela peut se traduire de multiples façons, comme par exemple « le fait d'accepter de l'argent et d'autres récompenses pour l'attribution de marchés, violation de procédures pour défendre un intérêt personnel, pots-de-vin dans le cadre de programmes en faveur du développement ou d'entreprises multinationales, contreparties pour soutien législatif, détournement de ressources publiques pour un usage privé, fermer les yeux sur des activités illégales, intervention dans le processus judiciaire, népotisme, vol, gonflement des prix, établissement de projets non existants et fraudes dans le recouvrement de l'impôt et les cotisations fiscales » (Behzad Mashali, 2012, p.829).

La corruption étant liées aux charges administratives et politiques, il est possible de la diviser en trois grandes catégories : selon les sommes d'argent en jeu et le secteur concerné, elle peut être qualifiée « grande corruption », par opposition à la « petite corruption », et la « corruption politique ».

Ainsi la « grande corruption » est un abus de pouvoir de haut niveau, souvent inconnu du grand public, où les décideurs politiques, c'est-à-dire ceux qui votent et appliquent les lois, utilisent leur position pour accroître leurs intérêts personnels. La « petite corruption » quant à elle désigne la corruption bureaucratique, celle qui infiltre l'administration publique ; autrement dit, lorsque des fonctionnaires abusent de leur pouvoir dans leurs interactions avec des citoyens ordinaires, et tentent d'avoir accès à des marchandises de base ou certains services (Transparency International [en ligne]). Tandis que la grande corruption concerne les charges publiques les plus importantes, la petite corruption concerne notamment les pots-de-vin à plus basse échelle. Toutefois, son caractère répétitif et systématique finit par gangréner l'administration. Par ailleurs, la notion d'organisation est intrinsèquement liée à celle de corruption : en effet, cela dépend du niveau de programmation par les acteurs. « En d'autres termes, la corruption organisée est synonyme de grande corruption et la corruption non organisée, de petite corruption » (Behzad Mashali, 2012, p.832).

Pour sa part, la « corruption politique » désigne la manipulation par des décideurs politiques – qui abusent de leur position pour renforcer leur pouvoir, statut et richesse – des institutions, des règles de procédure, dans l'affectation des ressources et leur financement (Transparency International, [en ligne]).

Ainsi, la Banque Mondiale met en exergue le lien étroit entre États et bonne gouvernance : la corruption, analysée comme étant « le cancer du développement » est alors associée à la mauvaise gouvernance (Jean Cartier-Bresson, 2000, p.165). Ainsi, les stratégies de lutte anti-corruption deviennent le fer de lance de l'aide aux *pays en développement*. En effet, la corruption a des conséquences non seulement sur la démocratie, qu'elle mine, mais également sociales, entraînant une chute de dépenses publiques pour les plus pauvres notamment qui sont marginalisés, et économiques, puisqu'elle déséquilibre la concurrence et réduit les investissements. Le problème majeur réside en ce que « la corruption ne peut être dénichée que lorsque les politiciens décident de le faire » (Kempe, 1985). Si les politiciens sont eux-mêmes corrompus, le cercle vicieux de la corruption peut être très difficile à défaire.

L'état de la corruption au Bangladesh permet de mieux comprendre la situation autour de la rivière Bhadra. En effet, l'indice de perception de la corruption de 2015 de Transparency International, note les pays sur dix en fonction d'indicateurs de corruption, et où zéro correspond à un état très élevé de la corruption. Le Bangladesh est parmi les pays les plus corrompus, et se positionne à la 139^{ème} place (2,5/10) sur 168 États, tandis qu'à contrario le Danemark est le pays le moins corrompu (9,1/10), se positionnant à la première place du

classement (Transparency International [en ligne]). Ainsi, au Bangladesh la corruption est présente à tous les niveaux de la société, favorisée par les salaires bas et des capacités institutionnelles faibles. Qu'il s'agisse du système judiciaire, de la police, des services publics, en passant par les marchés publics ou à l'administration foncière, fiscale ou douanière, la corruption persiste en dépit de la législation et de la lutte anti-corruption (Business anti-corruption [en ligne], 2015). Elle existe sous toutes les formes (blanchiment d'argent, utilisation de ressources publiques à des fins privées, extorsion, népotisme, etc.) et les paiements de facilitation et les « cadeaux » sont illégaux mais communs en pratique (Ibid.).

Le niveau de corruption au Bangladesh rend possible le fait que les propriétaires terriens puissent bloquer la rivière Bhadra en toute impunité. L'utilisation des milices privées permet alors de maintenir ce système, forçant les paysans sans terre à accepter que leurs droits soient bafoués.

B) Les « goons » ou milices privées d'Asie de l'Est

Les « goons », qui désignent des hommes de main en anglais, est un phénomène présent en Asie du Sud et du Sud-Est. En effet, l'utilisation de milices privées est fréquente pour l'intimidation des personnes, qu'il s'agisse de faire fléchir certains opposants lors d'un processus électoral, ou pour des industriels de faire taire toute forme de rébellion à l'égard de leur activité économique toute illégale qu'elle soit. Ce phénomène, a surtout été décrit aux Philippines, où l'utilisation de ces « goons » est monnaie courante dans la vie politique du pays (Romain Bartolo, 2010).

Ainsi, il existe deux perspectives permettant de comprendre les milices privées et leur utilisation politique aux Philippines : l'approche descendante et l'approche montante.

L'approche descendante met en exergue les acteurs clés de la politique dans le pays que sont les « familles politiques » qui sont autant de dynasties et de clans (John T. Sidel, 1999, p.28). Ces familles sont étendues par un système de parrainage, et dominent la scène politique. Ce système repose sur une relation « patron-client » caractérisée par une réciprocité entre les deux : les patrons, ou parrains, assument un large éventail de services, fonctions et faveurs pour leurs clients, qui ont à leur tour une obligation de loyauté envers eux, souvent monétaire, spécialement durant les élections (John T. Sidel, 1999, p.3). Ce système s'apparente au système féodal, où un suzerain a plusieurs vassaux dont il prend soin, mais où chaque vassal n'a qu'un seul suzerain.

L'approche montante, elle, qui analyse la société par la base, reconnaît la domination d'élites politiques et souligne le rôle de la société civile et des forces sociales compensatoires.

Cette vision implique une dichotomie entre État faible et État fort. En effet, tandis qu'un État fort est à même de mettre en œuvre efficacement une politique et de délivrer des services autonomes, un État faible, lui, est incapable d'en faire autant, étant capturé pour des intérêts personnels. Ainsi, dans un État faible, la société civile dominée par les élites politiques, tend à le suppléer dans les secteurs marginalisés, et à assumer certaines de ses fonctions essentielles (John T. Sidel, 1999 p.10). Or, selon Max Weber, seul l'État peut détenir, en vertu de ses fonctions régaliennes, « le monopole de la violence physique légitime » (Weber, 1919, p.29). Dans cette optique, si un État est faible, cela implique que les civils peuvent se substituer à lui, ce qui explique alors l'apparition de milices armées privées.

Durant les campagnes politiques et les élections, ces clans et grandes familles politiques emploient des « goons », des milices privées, afin de mettre toutes les chances de leur côté. Si l'utilisation de ces milices a évolué dans le temps, néanmoins les actes qu'elles commettent se ressemblent : des stratégies de sape des élections sont mises en place, les candidats adverses et leurs alliés sont ciblé, voire kidnappés contre rançon, leurs sympathisants sont brutalisés (John L. Linantud, 1998, p.300). Ces campagnes d'intimidation, de violence et d'assassinats perpétrées par des « goons » au nom des clans et dynasties politiques, gangrènent le pays. Par exemple, le 23 novembre 2009, une milice privée d'Andal Ampatuan Junior, maire de Datu Unsay aux Philippines, s'en est prise à des femmes, jusque-là épargnées par les intimidations, faisant 26 victimes (Romain Bartolo, 2010).

En transposant ce système au Bangladesh et à l'affaire des barrages, il est possible d'observer des similitudes. D'une part, l'utilisation des « goons » pour l'intimidation des paysans sans terre : même si l'objectif intrinsèque n'est pas la conquête d'une élection, elle vise à brider la liberté d'expression de ceux qui la subissent. D'autre part, le système organisationnel des propriétaires de baux dans la division de Khulna rappelle celui des systèmes mafieux. En effet, la structure de l'organisation qui suggère une réciprocité entre les membres, l'utilisation de la violence et de l'intimidation comme outils du pouvoir, les rôles sur le plan politique, économique ou social, un ancrage territorial, la coexistence entre des activités légales et illégales, et enfin le lien étroit avec les classes politiques et les institutions (Raimondo Catanzaro, 2002). Tous ces éléments constitutifs des systèmes mafieux sont présents dans les organisations auxquelles doivent faire face les OPST. Néanmoins, elles ne sont pas à proprement parler des mafias, puisque leur activité, tout en étant illicite, n'est pas criminelle (trafic de drogue, prostitution...).

Après avoir démontré la nature des adversaires de Nijera Kori et des paysans sans terre, il faut maintenant étudier les mécanismes disponibles pour leur faire face.

Section 3.3 : Organisation des Réseaux transnationaux de plaidoyer

Les TAN peuvent prendre plusieurs formes et il existe différents mécanismes leur permettant d'agir en tant que force de proposition. Ainsi qu'il s'agisse des procédés de diffusion transnationale développée par Sydney Tarrow (I), du modèle du boomerang de Keck & Sikkink (II), en passant par le modèle de la spirale de Risse & Ropp (III), ou encore le modèle de Fox et Brown (IV), ou l'approche d'Hertel (V), toutes ces conceptualisations ont cherché à expliquer l'influence des groupes et militants transnationaux. Cela permettra ici de comprendre les mécanismes liant Nijera Kori à Inter Pares, et l'impact que peuvent avoir ces deux organisations dans la lutte contre la corruption pour le retour de l'accès à l'eau et la souveraineté alimentaire des paysans sans terre au Bangladesh.

A) Les procédés de diffusion transnationale

Dans l'optique d'analyser les mécanismes de lutte transnationale, Sydney Tarrow (2005) étudie les procédés de diffusion transnationale (passant elle-même par différentes formes d'action collective) faisant d'une lutte locale, une lutte transnationale. La diffusion transnationale doit d'abord passer par un réseau de confiance (diffusion relationnelle), puis avec l'intermédiaire des médias ou d'Internet (diffusion non-relationnelle), arriver enfin à l'étape de la diffusion-médiation, moment où un intermédiaire (institution, réseau) va permettre à la lutte d'être diffusée de manière globale grâce à un mécanisme de modulation. Néanmoins, la diffusion transnationale de la lutte ne lui garantissant pas le succès, elle doit nécessairement procéder à une transposition pour devenir pleinement transnationale. Il existe ainsi deux types de transposition : la transposition ascendante, du local vers le global, ou à l'inverse la transposition descendante. Dans les deux cas, celle-ci permet à un mouvement local d'utiliser des engagements internationaux pour servir sa lutte. En outre, la réception au niveau local d'une action transnationale dépend de quatre mécanismes : la diffusion, le « brokerage » (manière dont l'intermédiaire est capable d'externaliser la lutte), le type de mobilisation et la certification des acteurs en lutte. Tarrow met toutefois en garde contre les effets pervers d'un éventuel échec des mouvements transnationaux au niveau local, pouvant stigmatiser les auteurs des revendications et ainsi déstabiliser la mobilisation.

Un exemple de mise en œuvre du modèle de Sydney Tarrow est le dossier des mines antipersonnel. La question a attiré des ONG qui se sont mobilisées et ont lancé officiellement

en 1992 une campagne internationale pour l'interdiction des mines – réunissant un millier d'ONG en 1995 – qui demande au président français François Mitterrand de faire pression sur le Secrétaire général des Nations Unies afin qu'il convoque une conférence de révision de la convention de 1980 visant à interdire l'usage des mines. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait à Montreux une énorme conférence, réunissant des militaires, des médias, des médecins, l'ensemble des parties prenantes sur la question, faisant face à la très grosse résistance de certains États et d'organisation militaires en total désaccord avec l'interdiction des mines antipersonnel. Les ONG font alors sortir la question de la convention pour en faire un sujet à part, et travaillent à la mobilisation de personnalités, de médias, (ex : Broken Chair, œuvre demandée par Handicap international), etc. Avec la coopération notamment du Canada, ces acteurs réussissent à créer un processus menant à l'écriture d'une nouvelle convention : la Convention d'Ottawa sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, et de la production de mine antipersonnel de 1997 (Samy Cohen, 2003).

B) Le modèle du Boomerang

De leur côté, Keck et Sikkink font l'étude de réseaux émergents, influents tant au niveau local qu'international, qui multiplient leurs interventions sur la scène internationale pour des causes telles que l'environnement ou les droits humains. Ces TAN permettraient ainsi de bouleverser la souveraineté des États : ayant la possibilité d'aller au-delà d'un simple changement de politique interne, ils pourraient également transformer la politique internationale (Keck et Sikkink, 1998, Chapitre 1 : p.1-38). En effet, l'objectif principal de ces réseaux est non seulement de changer le comportement même des États et des organisations internationales, en orientant les enjeux locaux et internationaux et en attirant l'attention de l'opinion publique internationale, mais aussi d'encourager l'activisme transnational et l'adaptation aux institutions existantes. Ces réseaux sont complexes, composés de mouvements sociaux locaux, de médias, de fondations et d'institutions religieuses, de syndicats et d'associations de consommateurs, d'intellectuels, voire de branches d'organisations régionales ou internationales et de membres de parlements ou de gouvernements. En outre, les auteurs se réfèrent à la théorie des « cycles de protestation » de Tarrow afin d'expliquer le fonctionnement des réseaux transnationaux de plaidoirie. Ce concept traite de la chute cyclique d'un mouvement social créant des ouvertures d'opportunités politiques pour l'action collective. Autrement dit, les militants sont constamment à la recherche de nouveaux moyens pour introduire leurs revendications à l'agenda international, et sont à même de créer ainsi des agendas spécifiques,

d'influencer les positions des États et des organisations internationales (Keck et Sikkink, 1998, p.24).

Lorsqu'un blocage intervient lors de négociations entre un groupe local et son gouvernement, ces réseaux vont alors émerger pour créer un « effet boomerang ». Les ONG constituent les relais de ces réseaux ; ainsi des ONG locales vont contourner le gouvernement et alerter des alliés internationaux qui mettront en pression ce dernier afin qu'il modifie sa politique. Le fonctionnement de ces réseaux repose donc sur leur capacité à persuader et tisser des liens avec différents acteurs. Keck et Sikkink dressent la liste des différentes tactiques politiques, utilisables simultanément ou non lors d'une campagne :

- Politique informative : qui est l'aptitude à générer de l'information politique utilisable de façon rapide et crédible, afin de la déplacer là où elle aura le plus d'impact.
- Politique symbolique : qui incarne la capacité à faire appel à des symboles, actions ou histoires en lien avec la situation pour la porter à une audience plus large et lointaine.
- Politique de « l'effet de levier » : qui est la capacité à faire appel à des acteurs influents afin de faire pencher la balance en faveur de membres de réseaux plus faibles.
- Politique d'imputabilité : qui vise à faire assumer aux acteurs puissants la responsabilité de leurs actes.

Le modèle du boomerang (Keck et Sikkink, 1998, Chapitre 6 : p.197-219) permet à un acteur local pourtant faible, de transnationaliser sa lutte par un processus d'externalisation, offrant l'opportunité à des mouvements d'alerter des organisations internationales, des gouvernements étrangers ou encore l'opinion publique internationale par l'intermédiaire notamment d'ONG, qui ont la capacité technique de diffuser l'information permettant de faire pression. Par exemple, le recours aux normes internationales de droits humains est souvent un moyen efficace d'externalisation.

C) Le modèle de la spirale

Risse et Ropp ont développé le « modèle de la spirale » (Risse et Ropp, 1999, p.234-278), basé en partie sur le concept de l'effet boomerang précédemment étudié. Il permet d'analyser les cinq phases d'un processus de socialisation des normes – « processus par lequel les normes internationales sont diffusées à l'interne et mises en vigueur » (Risse & Ropp, 1999, p.5) – au cours duquel des normes internationales sont progressivement internalisées par un État :

- Première phase : dénonciation d'un État en violation des normes internationales des droits humains par un réseau transnational de défense des droits de l'homme, amenant l'introduction du cas à l'agenda international.
- Deuxième phase : Réaction de négation par le gouvernement face aux accusations de violations des droits de l'homme dont il est l'objet.
- Troisième phase : concessions tactiques du gouvernement violant les droits de l'homme dans le but de réduire les critiques et d'obtenir un soutien extérieur ou encore se renforcer par rapport à l'opposition domestique. À la fin de cette phase, il est probable qu'une amélioration des droits humains soit constatée, le gouvernement faisant face à une opposition domestique et transnationale mobilisée, soit en raison d'une libéralisation contrôlée de la part du gouvernement, soit par un changement de régime.
- Quatrième phase : les normes internationales des droits humains obtiennent un statut prescriptif dans l'État, et celui-ci ne conteste plus la validité des normes internationales, les institutionnalisant progressivement.
- Cinquième phase : devant l'alourdissement de la pression tant externe que domestique, le gouvernement se voit dans l'obligation d'engager le dialogue avec les acteurs concernés ; si la coopération domestique-transnationale continue son effort de pression, il y a fort à parier cela amène à une internalisation totale des normes des droits humains, ce qui marque la phase finale du modèle, soit celle d'un comportement conforme aux normes (Risse & Ropp, 1999, p.238).

Ainsi les deux auteurs amènent à considérer les types possibles d'interactions, à savoir : entre le gouvernement violant les normes et la société domestique, entre l'opposition locale de cet État et les réseaux de défense transnationaux des droits humains, entre ces derniers d'un côté et les organisations internationales et les puissances occidentales de l'autre, et enfin entre l'ensemble de ces acteurs internationaux et l'État violant les normes. Le succès ou l'échec de ces réseaux dépend donc de leur capacité ou non à faire circuler les flux d'informations entre tous les acteurs à chaque niveau.

D) Fonctionnement et influence des ONG sur les décisions des instances internationales

En se référant au travail de William Fisher, il est possible de dégager trois axes quant au fonctionnement des ONG : 1) les discours d'ONG créent la connaissance, définissent les ensembles de pratiques appropriées, et facilitent et encouragent ce « comportement approprié » des ONG ; 2) les ensembles complexes de relations parmi divers sortes d'associations,

d'agences, et agents de l'État, individus et communautés ont eu un impact dans un temps et un espace donnés ; 3) les ONG ne sont pas uniformes, il faut donc les contextualiser dans un développement de processus d'association (Fisher, 1997, p.442). Dans le même sens, l'analyse comparée de Cohen (2004) du positionnement des grandes ONG internationales fait apparaître des clivages importants au sein la galaxie des ONG. Toutes les ONG sont parcourues de courants, de nuances, de positionnement, de sensibilités très différentes, et les clivages qui en découlent, sur les droits de l'homme, sur le développement, etc., sont autant de contradictions à prendre en compte lors des négociations internationales.

Ainsi, Jonathan Fox et David Brown se sont attachés à analyser l'influence que peuvent avoir les ONG et les lobbies dans la définition des politiques des institutions internationales, et notamment de la Banque mondiale (BM), censée soutenir des projets de développement durable (Fox et Brown, 1998, Chapitre 13 : p.485-551). Dans cette optique, les auteurs distinguent trois critères de l'impact de la mobilisation sur la BM : les tendances du portfolio de la BM, l'impact sur les projets et l'impact sur les politiques (Ibid. p.491). Ensuite, ils dégagent quatre catégories d'impact des protestations contre les projets de la Banque mondiale : 1) le blocage, l'annulation ou la suspension temporaire dus à des lobbies ou des protestations, 2) l'atténuation des coûts environnementaux et sociaux sur des projets en voie d'implantation, 3) la création de nouveaux projets connexes en réponse aux protestations contre des projets déjà réalisés dans une même région, (4) l'influence sur les politiques futures des projets de la BM (Ibid. p.506). Néanmoins, les auteurs précisent que l'impact des TAN s'effectue davantage sur les réformes politiques de la Banque mondiale – dont la mise en pratique dépend de la bonne volonté des acteurs en position d'agir – que sur les projets qui donnent lieu aux protestations.

Par ailleurs, ces réformes ne sont pas toujours garanties d'être appliquées : cela peut s'expliquer d'une part par le fait que les réformes n'ont pas d'effet rétroactif sur les projets en cours, et d'autre part parce qu'il existe des failles dans les processus d'évaluation de ces réformes. Fox et Brown relèvent ainsi trois types de ces processus permettant l'évaluation de telles réformes : 1) les évaluations indépendantes externes, internes autonomes et internes, (2) les évaluations faites par les responsables des opérations de la BM (ayant une autonomie relative), et (3) les évaluations basées sur les documents officiels et les entrevues avec les gestionnaires de projets (Ibid. p.515). Pourtant, en fin de compte, l'amélioration notable des projets confirme que les réformes ont un effet positif, suggérant qu'elles soient institutionnalisées.

Enfin, les auteurs mettent en exergue le fait qu'un décalage existe toujours entre les gouvernements qui empruntent à la BM et la mise en œuvre effective des projets (p.527). Pour pallier à ce décalage et prévenir les problèmes, trois types de mécanismes institutionnels ont été mis place (Ibid. p.527). D'abord, les « fils pièges » : ils sont déclenchés par des membres de la section environnementale de la BM et ont pour objectif d'alerter les responsables des projets, qui alors peuvent agir ou imposer leur veto sur un projet controversé. Ce mécanisme est limité au pouvoir des cadres de projet qui en avisent les évaluateurs environnementaux, ce qui peut s'avérer insuffisant pour favoriser le changement institutionnel (Ibid. p.528). Ainsi, lorsque ce mécanisme ne suffit pas à résoudre les problèmes, un autre recours est celui des « canaux arrières », qui impliquent que certaines informations confidentielles soient volontairement partagées avec des ONG qui vont alors venir renforcer les premiers lanceurs d'alerte, mais ce qui affaiblit par ailleurs l'institutionnalisation des réformes (Ibid. p.528). En dernier lieu, le « panel d'inspection » permet d'examiner les différentes plaintes portant sur un non-suivi des politiques de la BM, ce qui vise à rendre les gestionnaires de projet responsables de l'application des nouvelles politiques de la BM (Ibid. p.529).

Fox et Brown ont ainsi pris l'exemple de l'annulation du mégaprojet de barrage hydroélectrique au Népal, Arun III, financé en partie par l'institution. Grâce au concours d'agences gouvernementales, un réseau transnational d'ONG a soulevé la question de la viabilité du projet, ce qui a conduit à son annulation (cf. tableau annexe 9).

E) Les stratégies « outside-in » et « dual-target »

Dans ses travaux, Shareen Hertel traite de la défense transnationale des droits de la personne, autour d'un axe majeur sur le droit du travail. Elle développe dans cette perspective un modèle alternatif à celui du « boomerang » : il s'agit de la mise en place de stratégies « outside-in » et « dual-target » (Hertel, 2006, p.14-30). Dans le premier cas, il s'agit pour les militants d'un pays A d'essayer, pour des raisons morales ou religieuses, de changer les conditions de travail par exemple d'un pays B, en ciblant les acteurs clés de ce pays, et par le biais d'alliances avec d'autres acteurs des pays A, B et C, de faire pression sur ces cibles pour amorcer le changement voulu. Cette stratégie a déjà trouvé une application pratique au Bangladesh, dans le cadre d'une campagne pour l'encadrement du travail des enfants (Hertel, 2006, p.25). La seconde stratégie implique que les militants du pays A lancent une campagne et ciblent simultanément les acteurs clés tant dans leur pays que dans un pays frontalier B. Ce type de campagne est généralement utilisé en cas d'intérêts partagés, autour des traités commerciaux notamment, dans le but d'influencer l'exécution de la même interprétation du

traité, et donc de sa mise en œuvre dans les deux pays (stratégie utilisée au Mexique quant à l'ALENA ; Ibid. p.25).

Encore, l'auteure analyse les dynamiques de campagnes au Bangladesh, leurs aspects matériels et immatériels, et surtout les conséquences provoquées, qu'elles soient intentionnelles ou non. L'explosion du nombre d'ONG nationales et internationales à partir de 1971, ainsi que l'implication des organisations internationales humaines au Bangladesh, ont participé à forger la société civile du pays (David Lewis, 2003). Ainsi, les militants locaux ont contesté l'interprétation des droits humains des campagnes internationales visant à prévenir le travail des enfants, engendrant une « contre-campagne » de plaidoyer pour leurs propres revendications, qui est allée finalement au-delà de ce qui était attendu initialement. Ainsi ces réseaux ont utilisé le discours occidental sur le droit du travail des enfants, pour l'élargir aux droits de l'enfant en général. Dans cette optique, les réseaux de militants ont permis l'intervention d'acteurs internationaux comme UNICEF, amorçant un changement dans la condition des enfants dans le pays. Toutefois, ces succès sont à tempérer, du fait du nombre restreint d'enfants concernés par l'application effective des droits de l'enfant dans le pays. Shareen Hertel permet de comprendre que la société civile internationale, tout en n'étant pas un groupe homogène – car parcouru de multiples revendications et intérêts – peut néanmoins réunir des forces nécessaires au changement, au moins en matière de droits de l'homme dont il faut constater les avancées, certes lentes et progressives, mais certaines.

Les modèles d'action des ONG analysés précédemment permettent de comprendre quels sont les moyens d'action de la société civile pour faire face aux problèmes auxquelles elle est confrontée. Ainsi, les individus ne sont pas sans défense ; il faut alors analyser quels sont les cibles et quels sont les objectifs.

Cette longue revue de la littérature théorique aide à mieux comprendre l'étude de cas de la rivière Bhadra et la lutte des paysans sans terre et de Nijera Kori. Elle permet encore de saisir l'ampleur des problèmes de corruption et des goons auxquels ils doivent faire face pour espérer un jour retrouver leur souveraineté alimentaire avec le retour de l'accès à la rivière. Elle met en lumière la manière dont fonctionne Nijera Kori en maintenant des liens transnationaux – d'une part pour assurer le soutien de son travail sur le terrain et d'autre part pour faire pression sur le gouvernement du Bangladesh. Parallèlement, les autres études de cas réalisées dans le pays démontrent également, à leur manière et par rapport à d'autres problèmes rencontrés par les

paysans sans terre, l'efficacité des modèles conceptuels décrit plus haut. L'expérience du terrain a permis là-bas de constater empiriquement ce que le cadre théorique tend à prouver.

Dans cette mesure, le modèle permettant de comprendre le réseau formé par Nijera Kori et ses partenaires tels qu'Inter Pares et ses interactions, est celui du boomerang. En effet, en premier lieu, les paysans sans terre se mobilisent contre une violation de leurs droits et protestent, en collaboration avec l'ONG locale, dans l'optique d'obliger le gouvernement à intervenir. L'ONG locale, qui va également chercher à influencer le gouvernement du Bangladesh afin qu'il fasse respecter les droits fondamentaux des paysans sans terre, en mobilisant le soutien d'acteurs internationaux partageant les mêmes valeurs et objectifs. Les pressions domestiques en matière de droits humains deviennent efficaces au moment où les acteurs domestiques gagnent l'appui des acteurs internationaux.

D'autre part, le modèle de Fox et Brown illustre bien les cas où Nijera Kori réussit à faire des percées en faveur des droits et intérêts des paysans sans terre à travers des liens et des alliances avec certains fonctionnaires et officiels sympathiques du travail de l'ONG.

Enfin, les politiques de souveraineté alimentaire du Bangladesh peuvent aussi être issues des contre-campagnes menées au niveau local par les paysans sans terre et Nijera Kori, qui établissant des structures domestiques et en les transnationalisant – conformément au modèle développé par Hertel – permettent de négocier avec les dirigeants qui définiront par la suite les politiques du pays.

Conclusion

Le stage au Bangladesh a permis de comprendre de manière empirique que la mobilisation domestique peut entraîner une mobilisation internationale pour des enjeux communs. En outre, les études de cas ont démontré que la marginalisation d'une partie de la population, en l'occurrence les paysans sans terre, n'est pas nécessairement une fatalité, et qu'il est possible pour les individus de lutter en faveur des droits fondamentaux en passant par la mobilisation globale.

Force est donc de constater que la mobilisation mise en place par Nijera Kori dans les campagnes a porté ses fruits : grâce à la fenêtre d'expression ouverte par ses partenaires comme Inter Pares, Nijera Kori a pu dénoncer les problèmes de corruption qui traversent le gouvernement, qui, sous une telle pression, a finalement dû intercéder en faveur des paysans sans terre. Cela se traduit dans les études de cas par la facilitation de l'accès aux soins et à l'éducation pour les paysans sans terre, la reconnaissance du droit à la terre notamment pour les communautés adivasi, la disparition progressive des pratiques culturelles bafouant les droits des femmes, etc.

Par ailleurs, il a été démontré que les femmes jouent un rôle clé dans la société et la croissance économique (Benoît Prévost, 2011). Elles sont les garantes de la souveraineté alimentaire de nombreux pays, et les ONG, telles Nijera Kori et Inter Pares, travaillent sur la réhabilitation des femmes sur leur importance au niveau de l'agriculture, qu'elles ont perdu face à un système agroalimentaire international libéral, et plus généralement sur les droits des femmes, puisqu'il existe un lien entre pauvreté et discrimination de la femme (Querrien et Selim, 2009). Pour ces organisations, il faudrait travailler à adapter le système international pour qu'il épouse les normes juridiques traditionnellement orales des pays concernés. En effet, le droit contractuel pour établir un droit de propriété foncier au Bangladesh, n'a de sens que pour les Occidentaux important leurs modèles et les élites locales qui les suivent, laissant les populations locales démunies. En outre, le développement du pays et l'accès à une souveraineté alimentaire passe par une politique gestion des ressources hydriques, de replantage des mangroves qui arrêtent les tsunamis et les cyclones, tout en stoppant l'enfoncement des sols dans la mer. Il est nécessaire qu'une collaboration s'effectue entre le Bangladesh et la communauté internationale, sans quoi, il faudra gérer les millions de réfugiés climatiques Bangladais estimés d'ici 2050.

Les paysans sans terre prennent de plus en plus conscience des phénomènes qui les touchent. Les différentes études de cas ont démontré l'efficacité à la fois de la mobilisation et de l'entreprise de conscientisation de Nijera Kori. Il y a un abîme entre l'avant et l'après Nijera Kori pour les paysans sans terre. Les femmes tout particulièrement ont gagné en force et en autonomie, tandis que les préjugés s'affaiblissent. Nijera Kori et les paysans sans terre ont remporté un certain nombre de victoires contre des adversaires beaucoup plus imposants qu'eux, à l'image de David contre Goliath. Qu'il s'agisse de l'histoire de Mariam Begum, qui a remporté les élections locales, des groupes d'autochtones qui ont fait valoir leurs droits, ou encore des paysans de la division de Khulna ou de Chittagong qui ont remporté un combat féroce contre les lobbys internationaux des crevettes, tous ont démontré que la mise en application concrète des modèles théoriques d'action transnationale est à même de permettre aux individus d'être acteurs du changement.

Pertinence

Cette recherche a permis d'envisager une partie des moyens que possède la société civile transnationale pour devenir un contre-pouvoir de premier plan sur la scène internationale, face aux États, aux organisations internationales, aux firmes transnationales, voire aux systèmes mafieux. Comme lorsqu'une ONG canadienne, va mobiliser des ressources et des acteurs tant transnationaux que locaux, pour intervenir sur des changements de politiques auprès d'un gouvernement au Bangladesh. Ainsi, force est de constater l'efficacité de la mobilisation transnationale. En outre, elle fait le lien entre des phénomènes présents par exemple aux Philippines, comme l'utilisation de « goons » à des fins privées illégales, et qui se retrouvent également dans le Bangladesh rural. Enfin, elle démontre qu'il existe un lien étroit entre souveraineté alimentaire et accès à l'eau potable, et que la bonne gouvernance de l'eau, à échelle tant nationale que mondiale, doit être effectuée afin d'éviter des désastres environnementaux et humains.

Bibliographie

Entretiens

- Baduseb Kundu, président du groupe culturel de paysans sans terre de Kumarghata, 17 juin 2016.
- Fatima Begum, membre du groupe de paysans sans terre de Rajapur, 16 juin 2016.
- Kasham, membre du groupe de paysan sans terre du village de Baniakhali, 17 juin 2016.
- Rezanur Rahma Rose, superviseur principal, mai-juin 2016.
- Rufikul Islam, PO de Nijera Kori dans la division de Khulna, 17 juin 2016.

Documents officiels

- Banque mondiale, en ligne, <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>, 2016.
- Banque mondiale, *World Development Report 1997 : the State in a Changing World*, New York, Oxford University Press, 1997.
- Banque mondiale, en ligne, <http://donnees.banquemondiale.org/pays/bangladesh>, 2016.
- FAO, en ligne, <http://www.fao.org/wfs/begin/paral/cngo-f.htm>, 1996.
- Nations Unies (1990), *Corruption in Government. Report of an Interregional Seminar held in The Hague*, The Netherlands on 11–15 December 1989. New York : United Nations.
- Nations Unies, *Convention des Nations Unies contre la corruption*, 2004.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), *Rapport sur le développement humain : le travail au service du développement humain*, 2015.

Ouvrages

- Berg L.R., Raven P.H., Hassezahl D.M, *Environnement*, De Boeck supérieur, 2009.
- Cartier-Bresson, Jean, *La Banque mondiale, la corruption et la gouvernance*, Tiers-Monde, 2000, volume 41, numéro 161, pp. 165-192.
- Cohen, Samy, *Le pouvoir des ONG en question*, 2003.
- Cohen, Samy, *ONG, altermondialistes et société civile internationale*, 2004.
- Cohen, Samy, *Les États face aux « nouveaux acteurs »*, 2005, p.409-424
- Fisher, William, « *Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices* », Annual Review of Anthropology, 1997.
- Fox, Jonathan & David Brown, « Assessing the Impact of NGO Advocacy Campaigns on World Bank Projects and Policies », *The Struggle for Accountability: The World Bank, NGOs, and Grassroots Movements*, Cambridge, MIT Press, 1998.
- Généreux, Jacques, *La Grande dépression*, Seuil, 2010, 288 p.
- Hertel, Shareen, *Unexpected Power: Conflict and Change Among Transnational Activists*, 2006. Human rights watch, *Toxic Tanneries: The Health Repercussions of Bangladesh's Hazaribagh Leather*, 2012.
- Kabeer, Naila, *We don't do credit: Nijera Kori, social mobilization and the collective capabilities of the poor in rural Bangladesh*, 2002, p.96.
- Keck, Margaret & Kathryn Sikkink, *Activists Beyond Borders*, Ithaca: Cornell University Press, 1998.

- Kempe, Ronald Hope, « *Politics, Bureaucratic Corruption, and Maladministration in the Third World* », *International Review of Administrative Sciences*, 1985.
- Khan, Dr. Mohammad Ibrahim, *Functioning of Local Government (Union Parishad): Legal and Practical Constraints*, PDF.
- Klitgaard, R., *Controlling Corruption*, University of California Press, Berkeley, 1988.
- Linantud, T. John, *Whither Guns, Goons, and Gold? The Decline of Factional Election Violence in the Philippines*, 1998, p.298-318.
- Makhourédia Diop, Amadou, *Dynamiques paysannes, souveraineté alimentaire et marche mondial des produits agricoles : exemple du Sénégal*, 2011.
- Mashali, Behzad, « *Analyse de la corrélation entre grande corruption perçue et petite corruption dans les pays en développement : étude de cas sur l'Iran* », *Revue Internationale des Sciences Administratives* 2012/4 (Vol. 78), p. 827-840.
- Risse, Thomas & Stephen Ropp, « International Human Rights Norms and Domestic Change: Conclusion. » in Thomas Risse, Stephen Ropp and Kathryn Sikkink (eds.), *The Power of Principles: Human Rights Norms and Domestic Political Change*, Cambridge University Press, 1999.
- Rousseau, Jean-François et Olivier Durand (dir), *Une seule terre à cultiver. Les défis agricoles et alimentaires mondiaux*, Presses de l'Université du Québec, 2009, 198 p.
- Shiva Vandana, *Le terrorisme alimentaire*, Fayard, Paris, 2008, 197 p.
- Sidel, T. John, *Capital, Coercion and Crime: Bossism in the Philippines*, 1999, 224 p.
- Ziegler, Jean, *Destruction massive : géopolitique de la faim*, Seuil, 2011.

Sources Internet

- Bartolo, Romain, *Clans et milices privées mettent les Philippines sous haute tension à l'approche des élections générales*, URL : <http://www.iris-france.org/42980-clans-et-milices-privées-mettent-les-philippines-sous-haute-tension-a-l'approche-des-elections-generales/>, 2010 (consulté le 20 sept. 2016).
- Bertam, Aubrey, en ligne. <http://duwaterlawreview.com/landlessness-water-access-and-development-in-the-bangladeshi-floodplains-floating-villages-in-the-face-of-climate-change/> (consulté le 14 mai 2016).
- Bruegel, Martin & Alessandro Stanziani, « Pour une histoire de la « sécurité alimentaire » », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 3/2004 (n°51-3), p. 7-16. En ligne, www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2004-3-page-7.htm (consulté le 12 août 2016).
- Chowdhury, Rasel, *Dhaka l'asphyxiée*, *Courrier international*, en ligne, <http://www.courrierinternational.com/article/2011/12/08/dacca-l-asphyxie>, 2011 (consulté le 18 sept. 2016).
- Dagorn, René-Eric, *Géopolitique de l'eau*, *Revue des Sciences Humaines*, en ligne, http://www.scienceshumaines.com/geopolitique-de-l-eau_fr_24012.html, mise à jour 4 mars 2016, (consulté le 28 août 2016).
- Inter Pares, site officiel, en ligne, <https://interpares.ca/>, consulté le 17 août 2016.
- Laimé, Marc, en ligne, *Le lobby de l'eau, histoire d'une mainmise inique*, *Le Monde diplomatique*, 2015. <http://blog.mondediplo.net/2015-06-13-Le-lobby-de-l-eau-histoire-d-une-mainmise-inique> (consulté le 20 sept. 2016).
- Hrabanski, Marie, « Souveraineté alimentaire », *Revue Tiers Monde* 3/2011 (n°207), p. 151-168. En ligne, www.cairn.info/revue-tiers-monde-2011-3-page-151.htm (consulté le 28 août 2016).

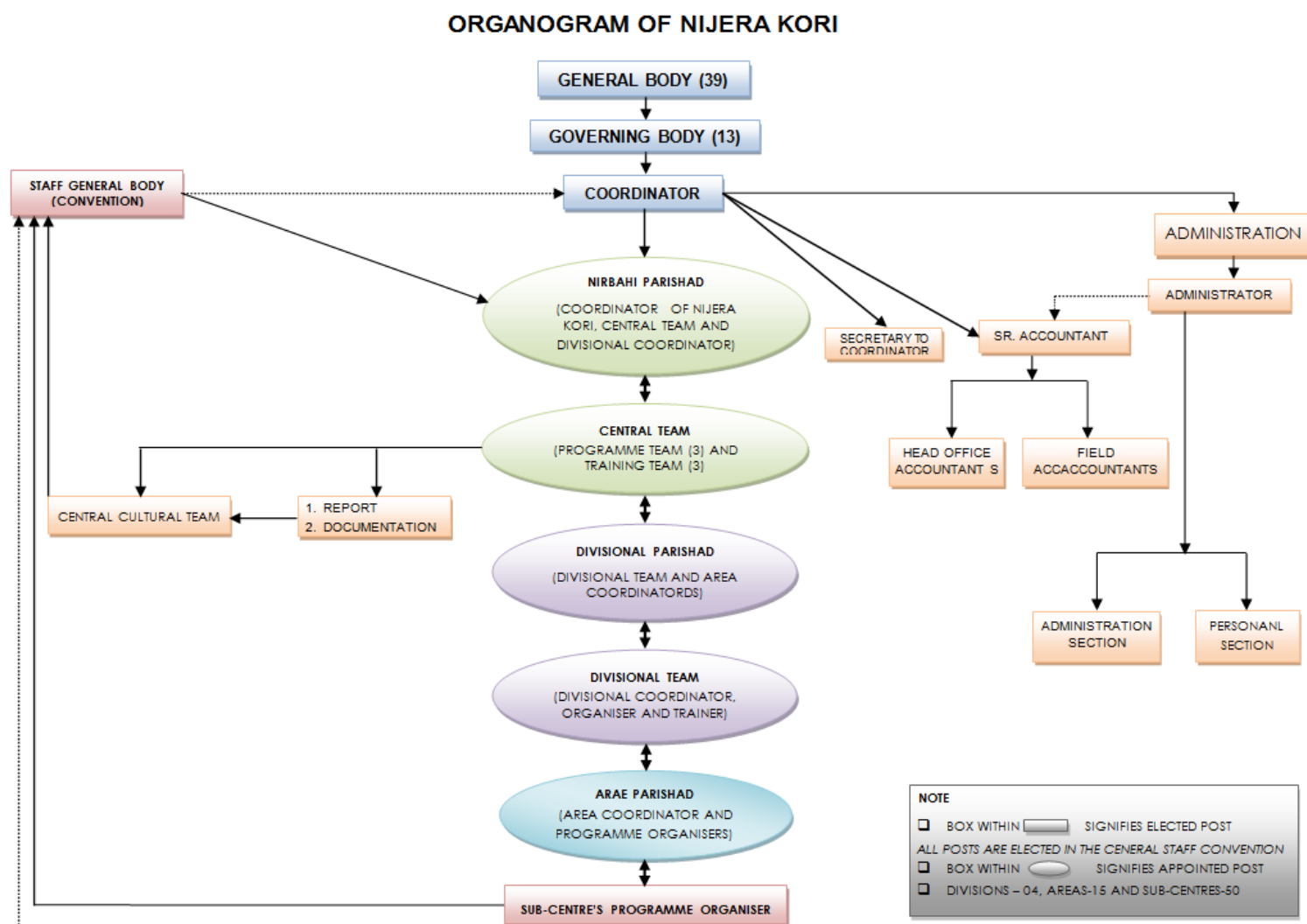
- Laroche Dupraz, Catherine et Angèle Postolle, « La souveraineté alimentaire en Afrique est-elle compatible avec les négociations commerciales agricoles à l'OMC ? », *Politique africaine* 3/2010, (N°119), p.107-127. En ligne, www.cairn.info/revue-politique-africaine-2010-3-page-107.htm (consulté le 28 août 2016).
- Lewis, David, « “Old” and “new” civil societies? reflections on NGOs, state and democracy in Bangladesh », *Journal des anthropologues*, 2003, en ligne, <http://jda.revues.org/1972> (consulté le 25 août 2016).
- Nijera Kori, site officiel, en ligne, <http://nijerakori.org/>, consulté le 16 sept. 2016.
- Perspectives monde, *Graphique de production d'hydroélectricité au Bangladesh*, en ligne, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=BGD&codeStat=EG.ELC.HYRO.ZS&codeStat2=SH.H2O.SAFE.ZS> (consulté le 14 sept. 2016).
- Prévost, Benoît, « Le genre dans les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté : de Sen à la Banque mondiale », *Femmes, économie et développement*, Toulouse, ERES, « Sociologie économique », 2011, 384 pages. En ligne, www.cairn.info/femmes-economie-et-developpement--9782749212982-page-29.htm (consulté le 29 août 2016).
- Public Eye, site officiel, en ligne, <https://www.publiceye.ch/fr/themes-et-contexte/agriculture-et-biodiversite/semences/> (consulté le 23 sept. 2016).
- Querrien, Anne et Monique Selim, « Vers des normes sexuelles globales », *Chimères*3/2009 (N° 71), p. 49-69. En ligne, www.cairn.info/revue-chimeres-2009-3-page-49.htm (consulté le 23 août 2016).
- Transparency International, site officiel, en ligne, <https://www.transparency.org/>, (consulté le 15 sept. 2016).

Sources cinématographiques

- Victor, Jean-Christophe, « Des nouvelles du Bangladesh », dans *Le dessous des cartes*, film, 2013.

Annexes

Annexe 1 : Organigramme de Nijera Kori

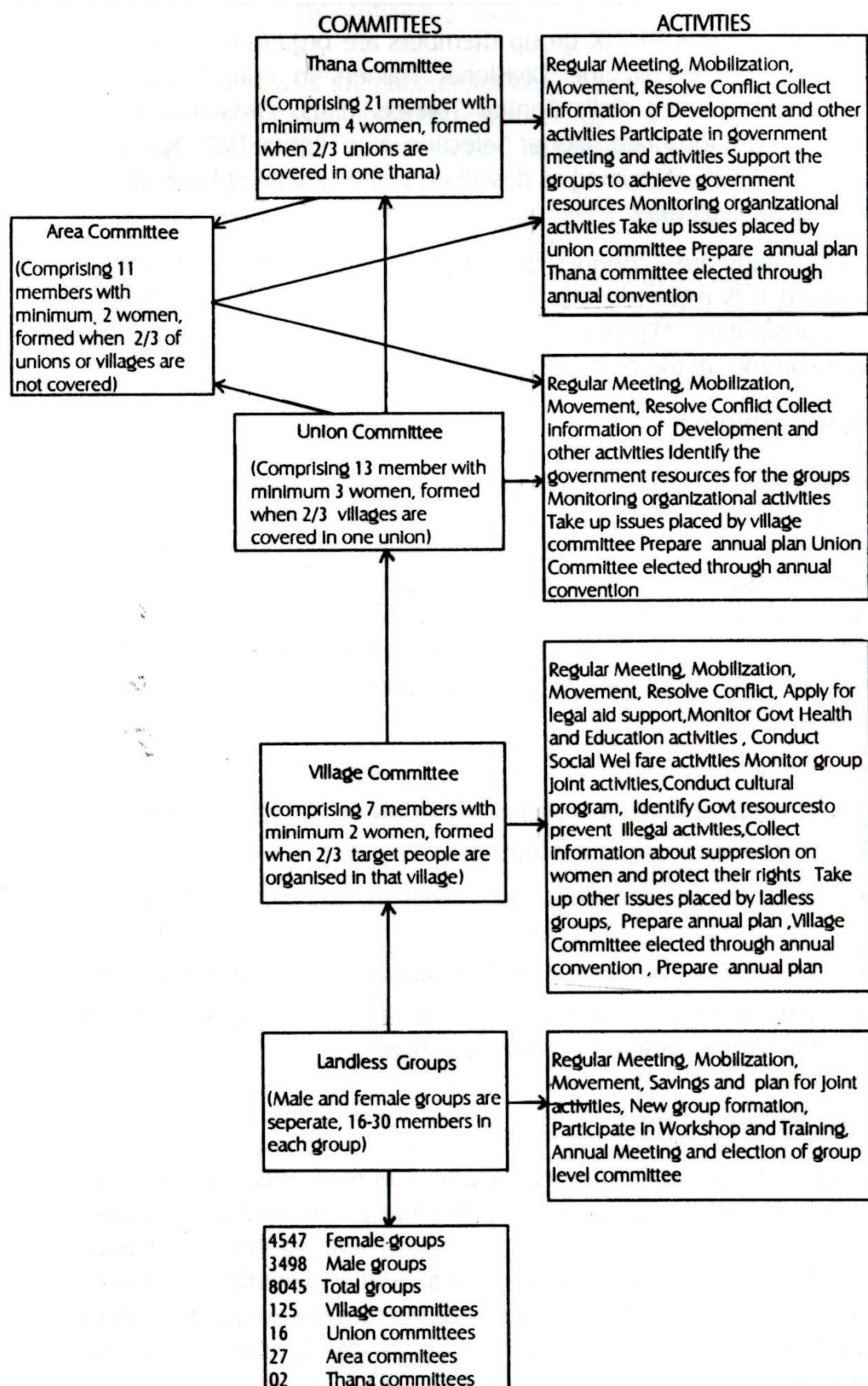


Annexe 2 : Sommaire du rapport annuel de Nijera Kori 2015

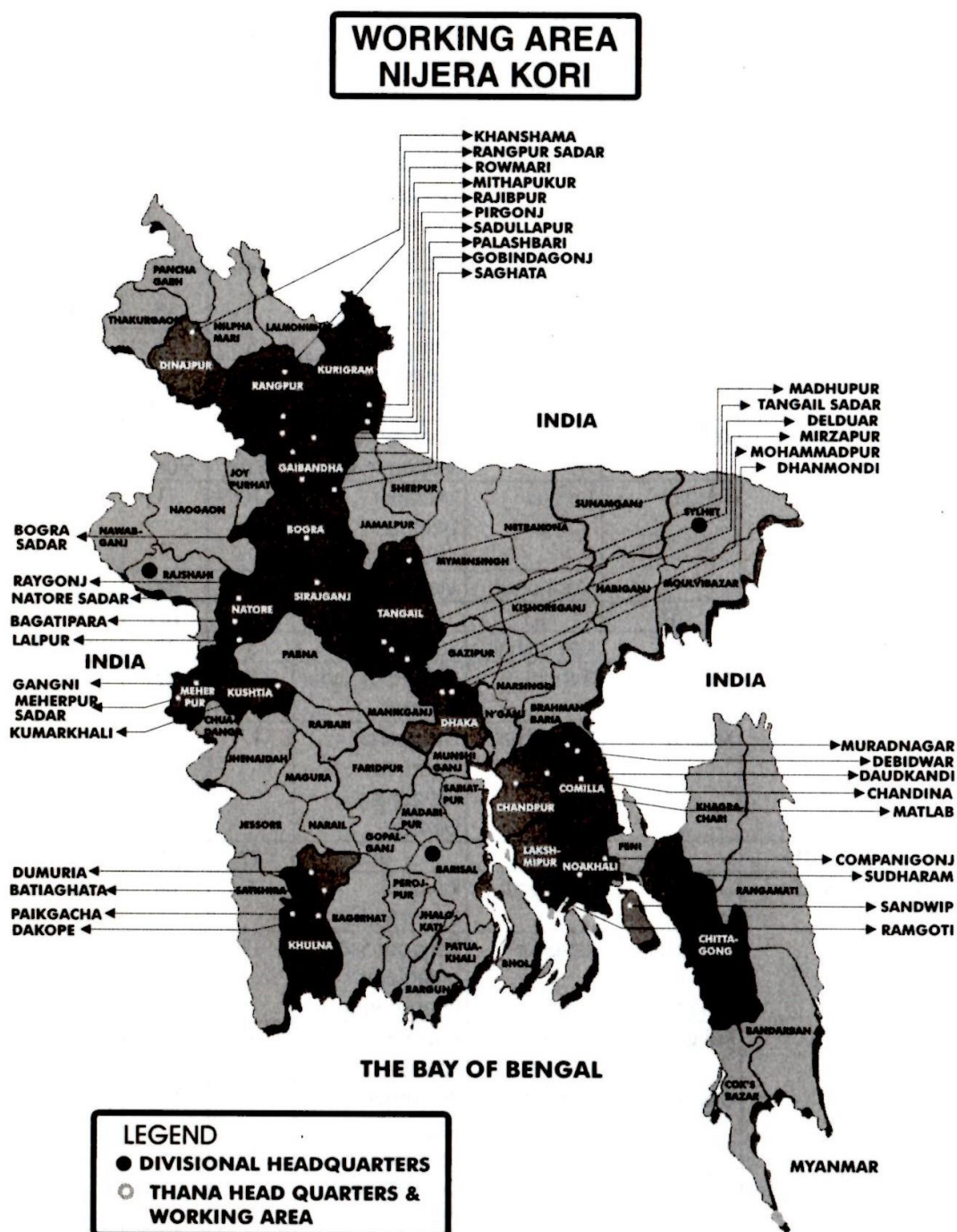
Table of content

Executive Summary	3
CHAPTER ONE	
1. Background information	8
1.1 Birth of Nijera Kori	8
1.2 Nijera Kori's Mission, Goal and Objective	8
1.3 Who Nijera Kori works with – the Target Population	9
1.4 Fundamental Principles of Nijera Kori	9
1.5 Organisational structure, decision making and work culture of Nijera Kori	10
1.6 Nijera Kori's Working Area	13
CHAPTER TWO	
2. Outcome	14
2.1 Raising awareness and collective capabilities	14
2.2 Governance and accountability issues	16
2.3 Economic situation	20
2.4 Gender	23
CHAPTER THREE	
3. Landless groups and their activities	
3.1 Formation of landless group and members	27
3.2 Landless committee to enhance cohesion and building collective leadership	29
3.3 Group savings and bank account	31
3.4 Use of group savings in a collective form	32
CHAPTER FOUR	
4.1 Awareness raising and capacity building activities	33
4.2 Follow-up trainings	34
4.3 Workshops at local level	34
4.4 Landless cultural group and its activities	35
CHAPTER FIVE	
5.1 Legal aid	37
5.2 Educational activities	38
5.3 RTI Application and access to information	38
CHAPTER SIX	
6. Advocacy and networking	40
CHAPTER SEVEN	
7.1 Administration and Finance	44
CHAPTER EIGHT	
Annex table from – 1 to 23	45-59

Annexes 3 : Structure des *samities* ou groupes de paysans sans terre



Annexe 4 : Carte des aires de travail de Nijera Kori



Annexe 5 : Organisation interne du travail

L'organisation du travail à Nijera Kori est importante et suit un calendrier précis :

Les différents bureaux auxiliaires tiennent une réunion hebdomadaire, rapportée par écrit, ayant pour but de réfléchir à leur prestation de la semaine, discuter des problèmes rencontrés, et mettre en place le plan pour la suite. Chaque membre doit entretenir un fichier séparé pour chacun des groupes sur lequel il veille, permettant ainsi de maintenir des liens avec ceux-ci même si le membre en question change. Deux ou trois réunions mensuelles sont prévues au niveau de chaque secteur. L'anchal président présente un rapport des activités pour le mois et dresse un procès-verbal des résultats des observations et des questions. Les activités locales et au niveau du secteur sont décidées à ce moment-là, ainsi que les décisions administratives. Ces réunions sont rapportées par écrit, en plus d'un rapport mensuel. Un jour est utilisé pour l'étude et la lecture des articles de journaux, rapports, livres et périodiques recommandés par les formateurs.

Chaque Conseil de division se réunit tous les deux mois. Leurs membres évaluent l'ensemble des résultats au sein de la division concernant les objectifs quant au plan annuel, ainsi que les actions menées, et font les ajustements si nécessaires. Les décisions administratives pour la division sont prises ici. Des recommandations peuvent-être émises à l'attention du Conseil central qui peut soit prendre une décision par lui-même, soit en référer au Conseil exécutif central. La procédure est écrite et transmise aux échelons inférieurs et supérieurs.

Le Conseil exécutif central tient une réunion tous les quadrimestres : les rapports des divisions sont examinés, les points-clés discutés, et les nouvelles stratégies de directions sont décidées. Les décisions administratives pour toute l'organisation sont prises. La procédure est rédigée et transmises aux échelons inférieurs.

Une Convention des divisions a lieu chaque année : tous les membres des divisions, incluant les trésoriers sont présents, pour discuter de l'état de la situation générale, et préparer le rapport annuel de divisions.

La Convention centrale quant à elle se réunit tous les deux ans. Tous les membres de l'organisation sont présents incluant le trésorier, l'administrateur, et le personnel auxiliaire. Chaque division présente son rapport annuel (RA) pour l'année passée, et la politique et les lignes directrices sont redéfinies en fonction des changements de circonstances. Le RA est présenté pour discussion et accompagné du bilan budgétaire de l'année passée. Les élections pour les représentants sont tenues pour tous les échelons : le personnel de secteur élit le président de secteur, le personnel de division élit le président, l'organisateur, et le formateur de division. Puis tous les membres élisent l'organisateur central et ses deux adjoints, le formateur central et ses deux adjoints. Les seuls membres non-élus dans la structure de prise de décision sont le coordinateur, l'administrateur et le trésorier.

Enfin, si des problèmes non-anticipés ou des changements imprévus surviennent, il est possible que le Conseil exécutif central se réunisse en session exceptionnelle ou que la tenue d'élections soit organisée.

Annexe 6 : Carte de l'Upazila de Dumuria

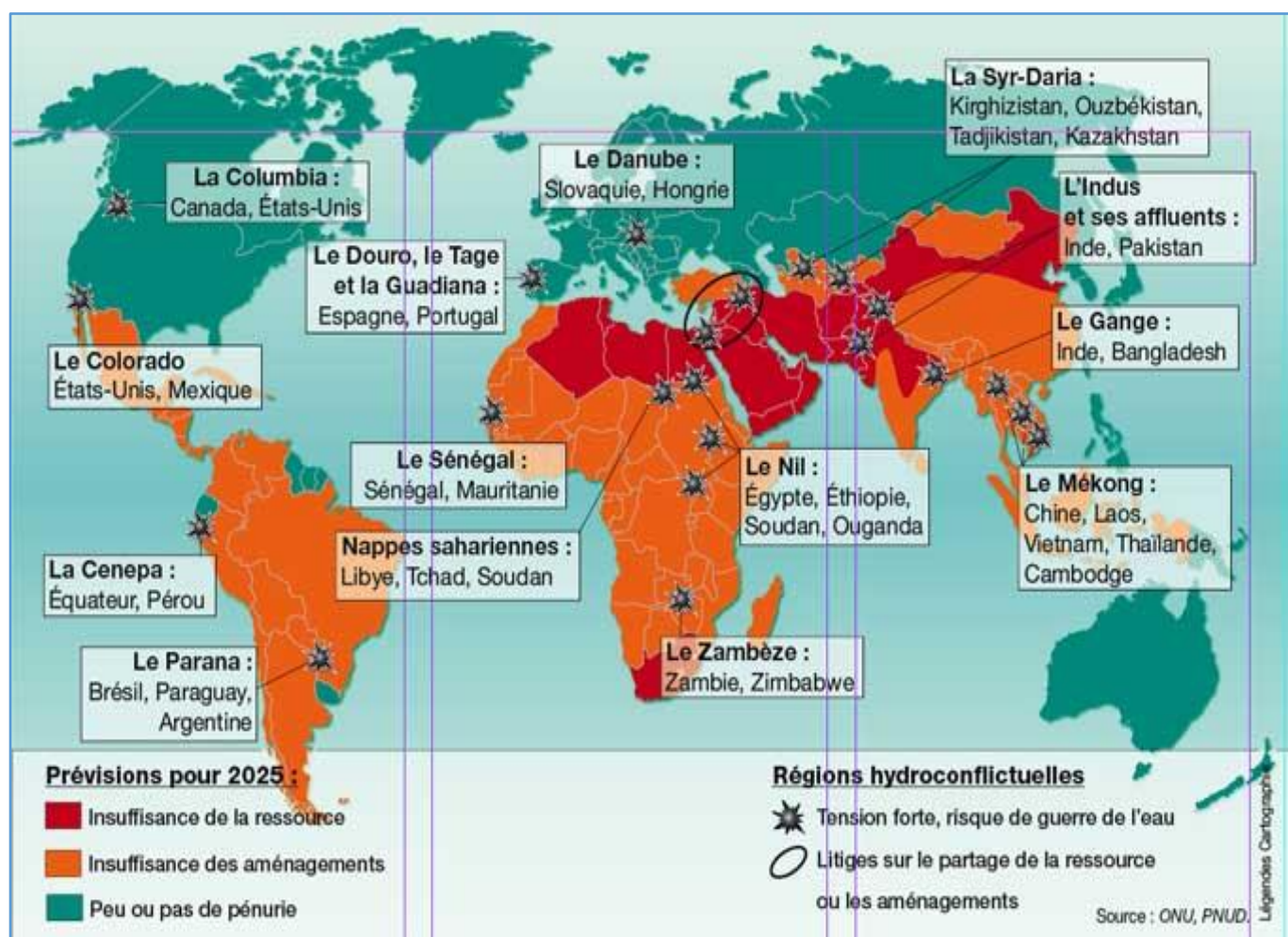


Source : Map of Bangladesh, blogspot.

Annexe 7 : Photo d'un des barrages en bambou sur la rivière Bhadra



Annexe 8 : Carte des tensions et conflits autour de l'eau



Études de cas